LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page1

PMUC.CM
BANKO
90 MILLIONS*
*FCFA
VENDREDI 15 FEVRIER
SOYEZ PRÊTS
À GAGNER !

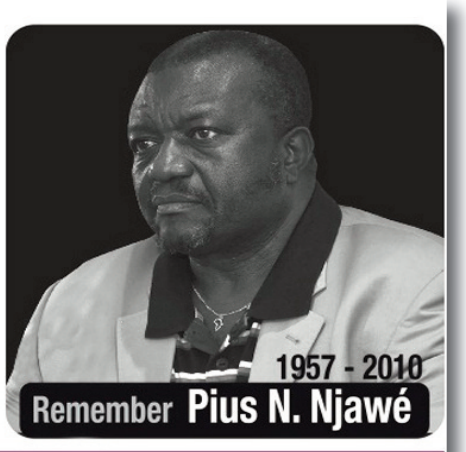
Journal d'informations et de débat fondé le 17 Novembre 1979
Direction - Rédaction - Publicité : Rue Bebey Eyidi Akwa (derrière direction général Nexttel) B.P. 5925 Douala
République du Cameroun - Tél. : +237 33 42 04 39 - Tél./Fax : +237 33 42 53 74
Une filiale de free media GROUP
E.mail : lemessager.info@gmail.com
Site web : lemessager.net

A l'écoute du peuple

Le Messager

Fondateur : Pius N. NJAWE
Directeur de publication : Jean François CHANNON

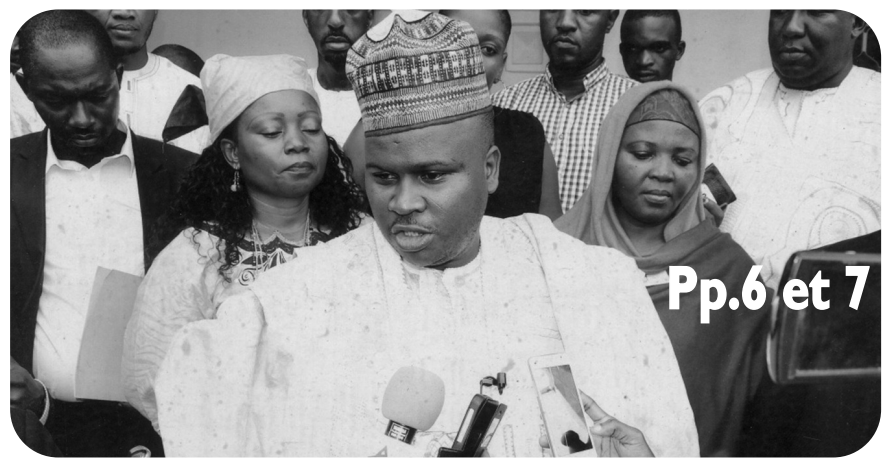
N° 5243 DU VENDREDI 15 FEVRIER 2019 CAMEROUN 400 F.CFA
Quotidien



Frais de lettre de voiture internationale

Les transporteurs terrestres du Cameroun en colère

• Exaspérés par une kyrielle d'humiliations et de frustrations, ils ont décidé de payer désormais cette taxe évaluée à des centaines de millions de Fcfa hebdomadairement, dans les postes comptables du Trésor, en vue de réaliser d'importants projets


Pp.6 et 7

Des millions Fcfa déjà versés au trésor par le GTTC

Zakariaou Njoya au Gouvernement

Quel avenir politique pour l'Udc dans le Noun ?

• Des militants de l'Union démocratique du Cameroun rejoignent les rangs du Rdpc P.3

An 86 de Paul Biya

La main tendue du régime à la Jeunesse

• Questionnements autour de la place des jeunes dans la gestion des affaires publiques P.2

Insécurité

Les gouverneurs dos au mur

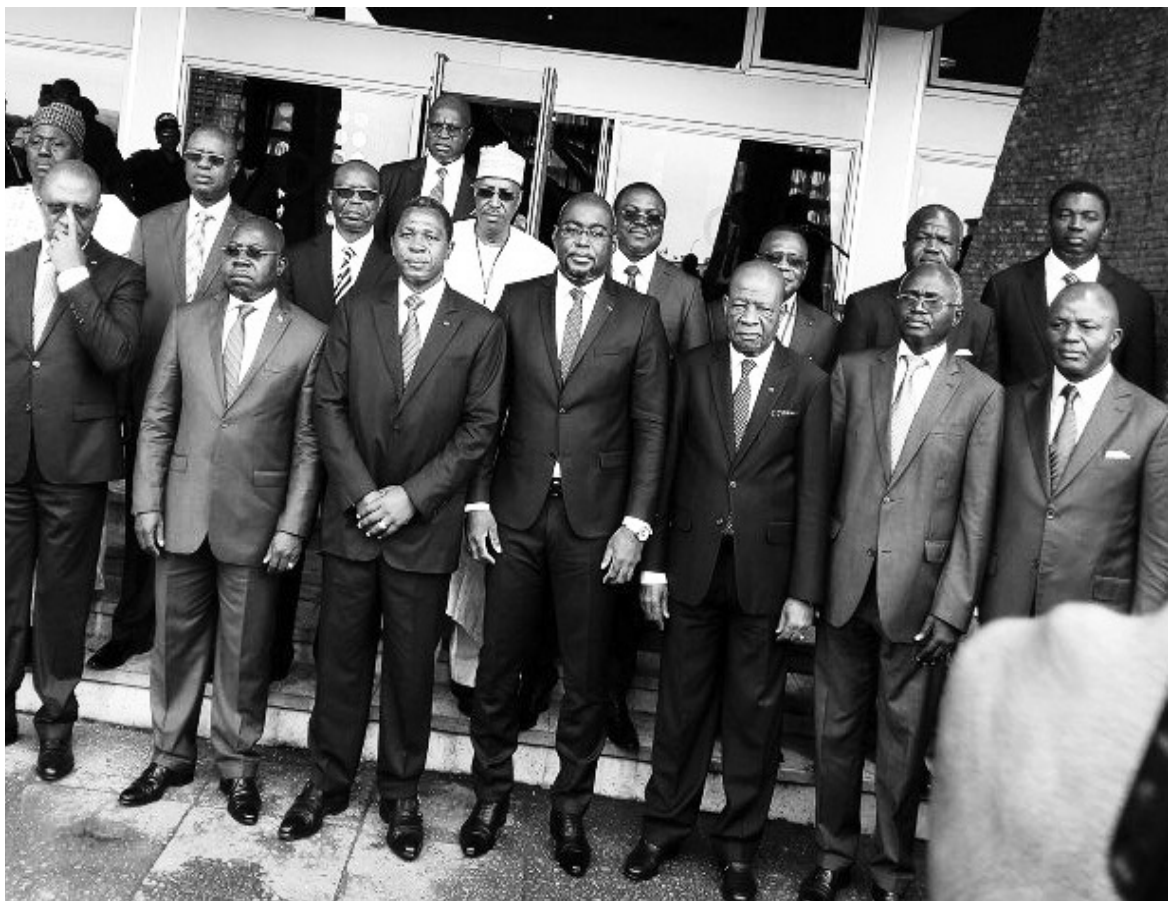
• L'impuissance des chefs terres face à la montée de la violence dans les zones anglophones et les attaques terroristes dans le Grand-Nord P.2

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page2

INSÉCURITÉ AU CAMEROUN

Les gouverneurs de régions dos au mur ?

La conférence semestrielle des gouverneurs présidée hier jeudi 14 février par le ministre de l'Administration territoriale à Yaoundé a tourné autour des mesures de sécurité à mettre en place pour contourner la menace terroriste et le regain de violence dans certaines régions du pays.



Le renforcement de la sécurité des personnes et des bien face à de nombreux comportements devenus monnaie courante ces derniers temps reste la véritable consigne donnée aux 10 gouverneurs de régions qui prennent par à la première conférence annuelle du genre post présidentielle 2018. Chaque patron de région a donc profité de l'occasion pour poser ses problèmes spécifiques dans une réunion qui s'est poursuivi à huis clos. Seulement dans son discours d'ouverture des travaux, le ministre de l'administration territoriale Paul Atanga Nji a prescrit aux chefs de terre qu'« *aucun espace ne doit être accordé aux fauteurs de troubles* » et que « *force revienne toujours à la loi* » ce qui signifierait qu'à chaque situation, les gouverneurs de régions devraient « *poser la force de la loi* » en traduisant « *les directives présidentielles en actes* » afin de ne « *céder à aucune action de déstabilisation…* ». Toutefois les autorités devraient « *créer des conditions favorables d'élection…* ».

Le ministre qui préside pour la deuxième fois une assise de ce genre, est resté ferme sur le ton. Pour le gouverneur de la région du Centre Naseri Paul Bea, son unité de commandement « *se porte bien, en dehors de quelques agissements des militants d'un parti qui jusqu'à présent, refusent de reconnaître les résultats des urnes issus de la présidentielles de 2018, des motos taximen qui sèment le désordre de temps à autres…* ». Kildadi Boukar de l'Adamaoua revient sur les cas d'enlèvement ayant pignon sur rue ces derniers temps. Le gouverneur rassure tout de même « *qu'avec la récente descente du ministre de l'administration territoriale et le déploiement des effectifs de la gendarmerie nationale en renfort pour traquer les ennemis, le calme semble revenu et les populations peuvent dormir sans crainte* ». Le gouverneur de la région de l'Ouest frontalière au Nord-ouest et au Sud-ouest, Awa Fonka Augustine évoque quelques « intrusion» menées par des personnes animées de mauvaises intentions avec pour conséquence « des bâtiments brûlés ». Pendant ce temps Felix Nguele Nguele, gouverneur du Sud précise que de son côté « *l'on veille au grain* ». La vigilance est de mise pour éviter d'éventuelles perturbations car en ces temps où la tension est dans l'air tout peut arriver.

Dimitri AMBA

AN 86 DE PAUL BIYA

La main tendue du régime à la Jeunesse

C'est la tonalité qui est ressorti au palais des congrès lors de l'anniversaire du chef de l'Etat célébré par les jeunes issus de plusieurs associations. Ferdinand Ngoh Ngoh représentait Paul Biya à cette grand'messe.

De nombreux jeunes vêtus aux couleurs du drapeau national encadrés par leurs aînés ont entonné un « joyeux anniversaire » à l'endroit du président de la République. Au palais des congrès en présence du Ministre d'Etat, Secrétaire général de la présidence de la République Ferdinand Ngoh Ngoh et d'autres membres du gouvernement originaire du Mfoundi à l'instar de Philippe Mbarga Mboa, et des cadres du comité central du rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) les jeunes ont dit avoir compris le message de Paul Biya à la jeunesse le 10 février dernier et se sont engagés à le concrétiser au travers de l'engagement à s'intéresser véritablement à la chose publique. Ils ne comptent plus jouer les seconds rôles ou se confiner à attendre une quelconque manne qui tomberait d'on ne sait où. Dans un fond sonore de l'artiste Reme Star, du groupe mythique Koutchouam Mbada toute la salle a chanté à l'unisson *« la main dans la main »,* un hymne au rassemblement quelques soient les origines et les obédiences. Et son représentant d'avouer à l'assemblée que l'homme à l'honneur les « aime ».

Dynamisme, enthousiasme et esprit constructif

À propos des joutes électorales futures, Ferdinand Ngoh Ngoh a souhaité que les jeunes s'inscrivent massivement sur les listes électorales pour non seulement se positionner dans les instances de décision mais surtout d'apporter au chef de l'Etat tout le soutien nécessaire pour les élections prévues cette années. L'activisme et la dérive dans les réseaux sociaux a été condamnée car selon Ngoh Ngoh, il faut plutôt utiliser l'outil informatique et le numérique à bon échéant d'où l'invite à plus de *« dynamisme, l'enthousiasme et l'esprit constructif »* qu'il dit avoir ressenti dans la salle de 1500 places. *« Les appels à la violence, au tribalisme et à la désinformation »* ne devraient pas être suivis au contraire souligne le mandataire de Paul Biya, il faut répondre *« par des messages d'amour, de paix, de concorde et de rassemblement ».* Ngoh Ngoh ne manquera pas de tacler au passage les mouvements de contestation des résultats, initiatives qui relèvent du passé car *« le temps de l'élection présidentielle est révolu »* martèle t-il. Un cadeau spécial sera remis au représentant du chef de l'Etat. Il s'agit d'un tableau porteur de la symbolique d'un état fort et du lion qui est l'image souvent attribuée à Paul Biya depuis la présidentielle de 1997. Il va donc falloir attendre voir les jeunes à l'œuvre pour juger de leur sincérité dans l'action.

Dimitri AMBA

INCENDIE DE L'HÔPITAL DE KUMBA

La Cndlh condamne une violation grave du droit humanitaire

La Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés regrette que des mesures sécuritaires adéquates n'aient pas été prises pour protéger l'hôpital de Kumba dans le Sud-Ouest, ravagé par un incendie criminel.

Pour la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (Cndhl) rien ne pourra expliquer qu'un site stratégique comme l'hôpital de Kumba dans la région du Sud-Ouest, n'a fait l'objet d'aucune mesure sécuritaire appropriée dans une zone en proie à une crise socio-politique et fortement militarisée. Cette organisation qui milite pour la protection des droits de l'homme a fait une sortie mardi 12 février dernier, pour condamner l'incendie criminel qui a ravagé la grande partie de cet établissement hospitalier dans la nuit du 10 au 11 février 2019. Un acte qu'elle considère comme une violation grave du droit humanitaire. Quatre patients ont été brûlés vifs au cours de cet incident attribué aux sécessionnistes. « *La Cndhl regrette que des mesures sécuritaires adéquates n'aient pas été prises pour protéger ce lieu stratégique. Elle demande à l'Etat, de prendre des mesures appropriées pour garantir la sécurité des personnes et des biens, notamment dans les lieux de grandes fréquentations* », a relevé le président de la Cndhl, Dr Chemuta Devine Banda.

Cette organisation, remet en question la politique gouvernementale entreprise pour gérer cette crise socio-politique, dite anglophone, qui sévit dans les régions du Sud-Ouest et Nord-Ouest. « *Nous voyons comment c'est difficile, si les gens sont en confrontation, et que vous (l'Etat Ndr) demandez à certaines personnes de déposer les armes et venir vers les forces de défense et de sécurité* », souligne Dr Chemuta Devine Banda. Pour la Cndlh, il est nécessaire d'appeler à un cessez-le-feu avant de demander à toutes les parties de déposer les armes. « *La commission a déjà écrit au chef de l'Etat pour solliciter son intervention, pour qu'il demande un cessez-le-feu. Ce cessez-le-feu va faciliter le travail du Comité national de désarmement, mobilisation et réinsertion* », dit-il.

Cette démarche, précise la Cndhl relève de la responsabilité de Chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, qui seul peut appeler à un cessez-le-feu pour mettre un terme aux violences meurtrières dans ces régions.

Source actucameroun

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page3

ZAKARIAOU NJOYA AU GOUVERNEMENT

Quel avenir politique de l'Udc dans le Noun ?

Plusieurs militants du parti d'Adamou Ndam Njoya de l'arrondissement de Koutaba ont rejoint les rangs du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), après un meeting de célébration de la nomination du fils du terroir au poste de ministre délégué auprès du ministre des Transports.

Le Noun en fête ! Cris de joie, scènes de liesse, célébration tout azimut ! Gratitude et promesse d'un indéfectible soutien à Paul Biya qui a placé sa confiance à un fils du terroir lors du réaménagement gouvernemental du 04 janvier dernier. Le week-end dernier, la ville de Foumban a été le théâtre d'un grand meeting de remerciements et de soutien au chef de l'Etat, après la nomination au poste de ministre délégué auprès du ministre des Transports de Zakariaou Njoya. Une rencontre politique, à laquelle prenaient part plusieurs membres du gouvernement et l'ensemble des élites, forces vives du Noun, et des milliers de militants du Rdpc. Elle a été suivie immédiatement de la descente sur le terrain du ministre délégué. Zakariaou Njoya est allé tour à tour dans les arrondissements de Koutaba et Foumbot, pour offrir du matériel de construction des salles de classes et des tables-bancs d'une valeur de plus de 5,5 millions de Fcfa. Koutaba précisément, commune dirigée par l'Union démocratique du Cameroun (Udc), plusieurs militants de ce parti d'Adamou Ndam Njoya ont rejoint les rangs du Rdpc, grâce à l'action concrète de développement menée par leur fils et frère, le ministre Zakariaou Njoya.

Vent de panique

Parmi ces démissionnaires de l'Udc, un cacique du parti qui avait pignon sur rue dans cet arrondissement, et qui s'est dit séduit par le discours du nouveau ministre à l'endroit de ses frères et sœurs du Noun. Après cette vague de démissions, les responsables de l'Udc ont multiplié des tracts dans les villes du département, pour véhiculer une information selon laquelle des charters de militants du Rdpc viendraient de Yaoundé pour s'inscrire sur les listes électorales. « *Une campagne de désinformation qui cache mal le vent de panique qui souffle au sein de ce parti, depuis que Zakariaou Njoya a tenu une réunion de prise de contact avec les élites et forces vives du Noun à Yaoundé, il y a quelques semaines* », croit savoir un analyste politique qui croit dur comme fer que c'est la preuve par 10 que l'Udc est en perte de vitesse dans une contrée, longtemps considérée comme sa chasse gardée.

Politique de proximité

Au cours de la rencontre politique de samedi dernier, initiative conjointe des sections OF, OJ et Rdpc du Noun, sous la coordination de la délégation permanente départementale du Comité central du Rdpc pour le Noun, Zakariaou Njoya s'est démarqué par son discours. En effet, il a invité l'élite politique à se mobiliser pour une « *politique de proximité* » avec les populations, afin de faire triompher les idéaux de paix, de bien-être et de stabilité prônées par le chef de l'Etat. En outre, le ministre délégué a invité l'élite du Noun à œuvrer « *pour la consolidation de la paix, de l'unité nationale et du vivre ensemble harmonieux au Cameroun. Nous ne devons jamais être les complices de ceux qui appellent au soulèvement et à la déstabilisation de notre pays. Nous devons être des vaillants et intrépides défenseurs de sa stabilité et de sa prospérité. Le Noun est et doit demeurer le rempart de ce pays et comme tel, servir de sève devant irriguer l'ensemble du Cameroun* », a-t-il martelé.

Et de rappeler à ses frères et sœurs qu'ils n'ont plus droit à l'échec. « *Nous devons encore resserrer et souder notre mobilisation autour du président Paul Biya, afin de toujours répondre favorablement à l'appel du Renouveau et garantir la victoire du Rdpc aux prochaines échéances électorales prévues cette année.* » A cet effet, les jeunes ont été invités à s'inscrire massivement sur les listes électorales, afin de contribuer à la victoire éclatante du Rdpc lors des échéances futures. A ceux des sceptiques qui hésitent, il leur a été demander de miser sur le bon choix capable d'emmener les Bamouns à la prospérité, les sortir de la précarité et ouvrir les portes de l'avenir à la jeunesse déboussolée. Conscient de la mission si noble du « parti du flambeau ardent » pour ce département, il est donc plus que temps de mettre au placard leurs sempiternelles querelles et de s'unir très vite autour des idées fondatrices de l'action collective. Car, pense-t-on au Rdpc, « *le temps politique aujourd'hui, c'est le temps de réflexion autour des candidats capables d'arracher les fonctions acquises par l'adversaire politique dans un esprit fair-play* ».

C.T.

RDPC-EDEA

La Sous-section de Bisseke met le cap sur le développement

Cette unité politique a organisé mercredi dernier au marché de ladite ville, un séminaire de formation au montage des micros projets en faveur de la jeunesse.

Le temps était bien choisit : le lendemain de la fête de la jeunesse. Et le jour bien indiqué : célébration du 86e anniversaire du président national du Rdpc. C'est fort de ses deux occasions que la Sous-section de Bisseke, a organisé, une formation de 100 jeunes de la ville d'Edea, aux techniques d'élaboration et de conduite des projets.
L'objectif : aider la jeunesse cosmopolite de cette ville à décoller sur le plan économique. « *La ville d'Edéa dispose d'une jeunesse ; cosmopolite, diversifiée et ambitieuse….qui manquent de techniques et d'approches pour l'élaboration des projets durables, pérennes et bancables* » a expliqué Ange Sama, membre de cette Sous-section, mécène et promoteur du projet. Citant le président de la République, l'élite de la Sanaga-Maritime a appelé les jeunes à être conscients des défis qui les attendent et à saisir cette occasion unique qui les conduira au port de l'émergence en 2035.

Cette formation sera : « *une occasion de promouvoir la jeunesse pour qu'elle devienne un vecteur de conscientisation d'affirmation* » a-t-il ajouté au cours de son discours inaugural. Le séminaire proprement dit se déroulera en 3 étapes. Après la phase des enseignements, les jeunes seront appelés à rédiger leur projet, puis à les soumettre à un panel d'expert. Au terme, les trois meilleurs projets seront sélectionnés. Le montant de financement de chaque projet n'excédera pas l'enveloppe de 500 000(cinq cent mille Fcfa). Les fonds qui financent l'initiative, issus de l'effort collectifs des parents seront logés par une micro-finance et remboursables à un taux d'intérêts zéro à une échéance qui tiendra compte du projet proposé. Cet événement qui a été apprécié par l'ensemble des militants Rdpc de Bisseke a connu la présence d'hommes et de femmes venus de tout le département de la Sanaga Maritime.

Joseph ESSAMA

NÉCROLOGIE

Jean Samuel Noutchogouin entame son dernier voyage

Une messe de requiem en l'honneur du disparu a eu lieu hier, jeudi 14 février 2019 à la cathédrale Saints Pierre et Paul à Douala. Y étaient présents, outre la famille éplorée, des hommes d'affaires proches du défunt…et des partenaires.

« *On dit que « partir c'est mourir un peu » Partir c'est mourir un peu, mais s'en aller pour chercher Dieu, c'est trouver la vie….* » Ce refrain a été abondamment repris par la chorale Marie Reine des Apôtres et des Anges de la cathédrale Saints Pierre et Paul hier, jeudi 14 Février 2019 à l'occasion de la messe de requiem du regretté Noutchogouin Jean Samuel. Décédé le 11 janvier à Paris à l'âge de 85 ans, ce pionnier de l'industrie locale a entamé son dernier voyage. Pour lui rendre un hommage mérité, ils étaient nombreux à assister à la messe de requiem. Au cours de laquelle le célébrant du jour a insisté sur des valeurs telles l'amour, le pardon et la crainte du seigneur.

Au cours de son témoignage, l'un des fils du magnat camerounais qui laisse un empire qui s'est fait une place forte dans l'élevage, a reconnu les « qualités exceptionnelles » de son géniteur. Aussi a-t-il remercié les uns et les autres pour leurs différents messages de

condoléances. Non sans inviter ceux qui ont connu l'illustre disparu à prier pour que son âme repose en paix. « *Que la lumière sans fin brille sur lui. Qu'il repose en paix Amen* », a dit le célébrant du jour. Avant que la dépouille ne prenne le chemin de Bafoussam via l'ancien aéroport de Douala. Où l'y attendait l'avion devant la transporter dans la région de l'ouest où naquis Jean Samuel Noutchogouin il y a 85 ans.

Pionnier de l'industrie locale

Le pionnier de l'industrie locale au même titre que Joseph Kadji Defosso, décédé le 23 août, Samuel Kouam, Fadil Abdoulaye Hassoumi ou encore Victor Fotso est originaire de Bandjoun. Ville voisine de Bafoussam qui vit l'adolescent se lancer dans le commerce notamment de la ferraille, avant de migrer à Nkongsamba, dans la région du Littoral. « *Ce self-made-man, qui s'est tenu à l'écart de la politique – fait plutôt exceptionnel -, fait son entrée dans l'industrie à l'orée des années 80. Ses intérêts vont du plastique (Icrafon) à la banque (actionnaire de référence de Banque atlantique Cameroun et quelques parts à la Bicec), en passant par la distribution (Cfao), l'assurance (Atlantique assurance Cameroun) et l'immobilier. Mais c'est l'industrie de l'élevage, où il règne sans partage, qui lui a permis de bâtir sa réputation de magnat, avec un tryptique composé d'Agrocam (production de poussins d'un jour), de Belgocam (importation et commercialisation des intrants) et surtout de la SPC (alimentation du bétail, dont les produits rayonnent de Afrique centrale jusqu'au Soudan. « Je suis le seul à travailler sous une licence Lohmann* », assurait-il. Il faut souligner que celui dont le magazine Forbes classait en 2015 au cinquième rang des plus grandes fortunes du Cameroun, évaluant ses actifs à 315 millions de dollars sera inhumé ce week-end. Que la terre de nos ancêtres lui soit légère !

B-P.D.

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page4

Dr Ariel Gni

« Le chômage est du à un

Economiste, spécialiste des Finances et des politiques publiques et enseignant à l'Université de Yaounde II-Soa et à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam), il critique le chiffre de 500.000 emplois que le chef de l'Etat envisage de créer en 2019 dans un contexte d'inadéquation entre les diplômés de l'enseignement supérieur et les contraintes et exigences contemporaines de l'économie nationale.

Le chef de l'Etat dans son discours à la jeunesse le 10 février dernier a parlé de 500.000 emplois, est-ce qu'on peut accorder du crédit à de tels chiffres ?

Certainement il a obtenu ce chiffre auprès des services ministériels ou départements ministériels en charge de la gestion des problèmes de l'emploi au Cameroun. C'est un chiffre qui ne nous dit pas grand chose, c'est juste un nombre, il n'est pas allé dans les détails. Du coup ce n'est pas évident de faire une analyse avec un chiffre comme celui-là. Les 500 mille emplois, est-ce que ce sont des emplois décents, à plein temps ou à temps partiel, permanents ou saisonniers ? Tout cela est difficile à dire au regard du chiffre que le chef d'Etat a avancé. Il faudrait peut-être que les administrations en charge de la gestion des problèmes de l'emploi qui lui ont proposé ce chiffre nous donnent des détails pour nous permettre une analyse structurée et plus pertinente. Mais ce qu'on peut dire, c'est qu'au regard du nombre et de la taille de la fonction publique camerounaise, on comprend ici qu'on a créé un peu plus d'emplois parce que dans la fonction publique camerounaise, en attendant d'être maitrisée, se situe autour de 330.000 y compris 9000 chefs traditionnels qui ont été intégrés dans le solde l'Etat. Et si on enlève les 9000 chefs, la fonction publique doit employer autour de 300.000-320.000 personnes. C'est vrai qu'il faut dire que lorsque le chef de l'Etat parle de la création des emplois, ce n'est pas seulement dans le secteur public.

Juste pour vous parler du secteur formel, est-ce que dans le secteur informel on peut en comptabiliser aussi ?

Comptabiliser l'emploi dans le secteur informel devient difficile. Parce que de quel emploi s'agit-il ? Quand est-on dans le secteur informel et c'est là tout le problème. C'est pourquoi je dis que le chiffre en lui-même ne permet pas une analyse structurée juste dans le secteur formel. Quand on sait que le secteur informel au Cameroun représente 90% puisque le secteur privé emploi autour de 7 à 8%. Donc le secteur informel étant le plus gros pourvoyeur d'emplois au Cameroun, on pourrait penser que les 500.000 emplois que le chef de l'Etat parle beaucoup viennent du secteur informel. On peut donc comprendre qu'il y ait des interprétations divergentes sur ce chiffre parce que justement le DSE qui est entrain de sonner à sa fin, parle de ramener le sous-emploi de 75% à moins de 50% en 10 ans ce qu'on n'a pas pu faire.

Jusqu'à quelle périodicité ?

Le DSE qui a été mis en place en 2009 et qui a commencé à courir en 2010 avait prévu de ramener le sous-emploi de 75% à moins de 50%. Donc en 2009, 75% des Camerounais étaient sous employés. Est-ce que c'est la même logique quand le chef de l'Etat parle de 500.000 emplois ? Est-ce qu'on parle de sous emplois ou des emplois formels ? Je doute que ce soient des emplois formels parce que quand on prend le secteur privé et le secteur privé formel, il serait difficile à penser que le chiffre du chef de l'Etat se retrouve dans ces deux secteurs. Une partie de ce chiffre se trouve forcément dans le secteur formel et quand on regarde les trois secteurs de l'économie à savoir le secteur primaire, secondaire et tertiaire, on peut imaginer que les chiffres qu'on a donnés au chef de l'Etat sont à chercher dans les emplois créés par l'économie numérique.

Justement, y en a-t-il aussi parmi ?

Absolument, on ne peut pas parler d'emplois sans parler d'économie numérique parce que l'économie numérique en créé et le potentiel est très important. Il y a en réalité deux secteurs qui ont un fort potentiel d'emplois au Cameroun à savoir le secteur des Tic c'est-à-dire l'économie numérique et l'agriculture qui a un fort potentiel, mais qui reste à développer si on veut véritablement créer des emplois décents, permanents, durables dans ce secteur. Parce que les 500 mille emplois dont le chef de l'Etat parle, peut-être lorsqu'on aura les détails des administrations qui ont fourni ce chiffre on verra bien que dans les 500 mille, il y a des emplois qui ne sont pas permanents, pas durables parce que créés dans les secteurs essentiellement volatiles. Parce qu'il y a dans l'économie numérique des emplois volatiles, qui ne sont pas durables mais à un moment, on peut comptabiliser comme emplois mais sans que ce soit des emplois durables qui vont résister aux frustrations de cette économie-là.

Depuis au moins 3 ans aujourd'hui, on se rend compte que le chiffre évoqué par le chef de l'Etat est croissant mais les Camerounais se plaignent toujours du chômage, qu'est-ce à dire ?

Le problème d'emplois ou de chômage au Cameroun, il est connu. Le chômage des jeunes est endémique et les politiques mises en place n'arrivent pas à absorber le chômage. C'est comme un véritable serpent de mer, on ne le maîtrise pas. J'ai l'impression qu'on ne met pas suffisamment d'accent sur le problème de chômage qui est véritablement un problème qui devient de plus en plus inquiétant. L'ampleur devenant grandissant de jour en jour. En considérant les 500.000 emplois dont le chef de l'Etat parle, on n'aura toujours pas absorbé le chômage de façon durable au Cameroun.

Et pour quelle raison ?

La raison c'est un déficit de planification, à savoir qu'on n'a pas mis en place des politiques, penser en avance pour accompagner l'explosion démographique que connait le Cameroun comme

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page5

NITEDEM

déficit de planification »

d'ailleurs tous les autres pays africains ou la médiane de l'âge se situe autour de 19 ans. En Afrique la moitié de la population a 19 ans alors qu'en Europe, elle se situe à 33ans. Vous voyez qu'on a une explosion démographique. On n'a pas prévu des politiques d'emplois à long terme qui puissent permettre d'anticiper sur la demande de travail dans les secteurs. Et puis le système éducatif défaillant. Il ya une crise dans le système éducatif au Cameroun. Tant que le système éducatif n,'est pas reformé, tant qu'il est celui qu'on a hérité de la colonisation, ou a été mise en place pour former des personnes pour remplacer le colon, on ne sortira pas de l'auberge. Le chômageva aller grandissant. Il faut véritablement prendre le taureau par les cornes en revoyant de façon profonde le système éducatif et sa finalité. Il ne faut plus former des gens qui vont attendre d'être employé par le secteur public. Il faut former les gens selon le besoin réel de l'économie. Donc un système éducatif qui soit aligné à l'évolution de l'économie. Quand on n'a pas d'éducation flexible qui s'adapte aux besoins de l'économie conforme pour l'économie réelle, le chômage sera et restera un problème comme c'est le cas aujourd'hui. On pourra avancer des chiffres et on ne verra pas la Co-relation et le chômage sur le terrain. Lorsque le chef d'état a parlé de 500.000, les gens se sont demandés si cela correspond à la réalité sur le terrain. Car le nombre de chômeurs augmente de jour en jour.

Lesquelles en l'occurrence ?

Vous avez des masters en communication, gestion et tous les autres. Je dis là qu'il s'agit des hauts niveaux dont l'économie n'en a pas besoin. L'économie a besoin des niveaux moyens, bac+2, des techniciens supérieurs. Voyez-vous, le Cameroun est en chantier, on a des chantiers dans toute la République mais on n'a pas suffisamment du personnel qualifié du niveau intermédiaire pour couvrir la demande. Et vous avez d'un coté des employeurs qui cherchent et qui ne trouvent pas qui employer et de l'autre coté beaucoup de chômeurs diplômés qui n'ont pas de compétences requises par l'économie, ça il faut le dire. On peut en citer beaucoup de secteurs où la demande est forte. Même dans le cadre du secteur public, il en va de même car ils ont besoin des gestionnaires de projet pour accompagner l'Etat dans la mise en œuvre des projets d'investissement public, on n'en trouve pas. C'est pour cela qu'on peine à réaliser le budget d'investissement public. Le secteur privé a besoin des compétences beaucoup plus pointues au niveau intermédiaire et on n'en trouve pas. On a des ingénieurs conformes qui sont en chômage, des gens qui ont des masters de toutes sortes qui ne sont pas en adéquation avec la demande du marché. Idem dans le secteur public.

On a décrié cet aspect lors des assisses générales des communes la semaine passée.

Absolument, le personnel communal n'est pas formé. On a une école communale qui forme quelques-uns. Le Cefame doit être d'ailleurs reformé.

Dont le personnel est considéré aujourd'hui obsolète et depuis 10, 20 voire 30ans

Absolument ! Vous savez si vous prenez le domaine de la gestion, très peu sont formés par exemple en gestion des finances locales, développement locale, fiscalité locale, pour accompagner les mairies dans la maintenance des infrastructures de production d'eau potable, maintenance des addictions d'eau potable qui sont construits. On construit un forage aujourd'hui, au bout de deux ans, il est en panne. Il n'y a personne pour le maintenir, personne pour la réparation. Ces techniciens de niveau intermédiaire ne sont pas formés. Et même des techniciens pour l'assainissement urbain pour un certain nombre de travaux ne sont pas formés. Il est donc question de reformer en profondeur le système éducatif pour l'adapter à la demande de l'économie réel afin de former des gens qui soient faits pour le marché local, pour répondre à la demande réelle des operateurs économiques.

Et le chef de l'Etat a annoncé à nouveau le 10 février dernier, la création à nouveau de 500.000 emplois en 2019. Et dans ce contexte où le système est inadéquat avec les contraintes et l'exigence de l'économie, est ce qu'on peut justement rendre crédible ce type de vœux formulé par le président de la République ?

Chaque fois que c'est une projection, c'est difficile d'en dire quoi que ce soit. Parce qu'une projection est basée sur ce qu'on va faire. C'est comme le budget, c'est une prévision donc le chef d'Etat a fait une prévision pour l'année 2019. Est-ce que l'économie camerounaise peut en créer autant ? Oui en terme de potentiel. Maintenant il faudrait qu'on mette en place des mécanismes pour le faire. Par exemple, on a un barrage pour lequel le Cameroun a mis une somme pour le montage financier. Ce barrage peut créer plusieurs emplois. Mais est-ce que ces emplois seront capturés par les Camerounais ? Est-ce qu'ils auront les compétences pour avoir ces emplois ? Ça c'est la question qu'il faut se poser. Il y a la décentralisation qui arrive à grand pas. On a dit qu'on va mettre en place les régions, c'est des niches d'emplois. On peut en créer d'avantage. Il y a l'agriculture, on a des terres arables qu'on peut développer. On souhaiterait arrêter les importations des produits qu'on consomme sur place et les produire sur place. On peut reformuler les politiques sectorielles à créer des emplois. Si par exemple on décidait d'arrêter l'exportation des grumes aujourd'hui et de transformer le bois avant d'exporter, c'est une niche d'emplois cela pourra créer beaucoup d'emplois. Le potentiel est là. Il permettrait au Cameroun de créer beaucoup plus d'emplois que ce que le chef d'Etat a avancé. Mais est ce qu'on va mettre en place des politiques adéquates pour pouvoir réaliser ce potentiel ? C'est la question qu'on doit se poser

Ce sera alors le nœud du problème su rtout lorsqu'on sait que la politique lisible et tracable de l'emploi n'est pas véritablement opérationnelle au Cameroun.

Oui, à chaque fois que ce sont des perspectives, on peut toujours rester positif. Et au regard de ce qui est fait aujourd'hui, si rien n'est fait, si on continue à faire les choses de la même façon, on ne pourra pas créer d'emplois. Mais si on change et on va dans la bonne direction, on pourra en créer 500.000 et même plus. Le Cameroun a des potentialités énormes qui ne sont pas touchées et qui n'attendent que d'être exploitées ; donc il suffit de mettre en place les hommes qu'il faut à la place qu'il faut. Il y a d'abord un problème de gouvernance, qui fait en sorte que la richesse créée par l'économie ne soit pas favorable. Les problèmes de gouvernance, de détournement et de corruption font en sorte que ceux qui détournent ne réinvestissement pas pour créer des emplois, ils exportent leurs ressources.

Troisième chose, la structure de l'économie camerounaise, c'est de ça que je disais tantôt. Si on la reforme de façon structurelle, on peut en créer d'avantage d'emplois. Voici des pistes sur lesquelles on peut travailler à créer des emplois que le chef d'Etat a annoncés. Même plus, parce que voyez-vous, car on a une économie qui est basée sur l'agriculture traditionnelle, de rente où on exporte uniquement, on importe des produits sous forme de matières premières. Si on avait une économie plus diversifiée, basée sur l'échelle des valeurs, une industrialisation plus poussée, on pourra créer autant d'emplois que le chef de l'Etat a annoncés.

Et si ces emplois sont créés, ne peut-on pas aussi avoir un déficit de qualification des différentes catégories que vous avez relevé toute à l'heure ? En plus du problème de ces jeunes aujourd'hui qui n'ont pas de qualification de tel ou tel autre métier !

Justement, si on forme selon les besoins de l'économie, si on forme véritablement parce qu'on a parlé de formation professionnelle au Cameroun, mais est- ce qu'on a professionnalisé ? Et quand on regarde bien, la formation professionnelle est encore au niveau des vœux pieux, sur du papier. Mais la professionnalisation n'a pas véritablement intégré la demande du marché. Une bonne professionnalisation doit se faire sur la base de la demande du marché et de l'économie professionnelle c'est-à-dire des économies qui utilisent cet enseignement professionnel. Tant que ce n'est pas le cas, on aura d'un côté des gens qui ont des qualifications et de l'autre une économie de compétence qui n'existe pas. Dans un marché, il y a la demande et l'offre. Quand l'offre ne rencontre pas la demande et que la demande ne rencontre pas l'offre, il n'y a pas transaction, c'est le cas du Cameroun et on sait que les entreprises ont la volonté de recruter mais de l'autre côté, il n ya pas de formation qui rencontre cette demande là.

Et le système Lmd qui se soucie de la professionnalisation des filières a-t-il été mal pensé ou alors on a mis la charrue avant les bœufs ?

Le système a été bien pensé et mis en place de façon ganté. Je vais prendre le dernier bout le *« D »,* le doctorat voyez-vous le système Lmd qui a été inspiré du système angloxason n'a pas tout le mécanisme d'accompagnement du cycle doctoral tel que fait dans le système angloxason. On ne l'imagine pas sans école doctorale. Or dans le système Lmd tel implémenté au Cameroun on a beaucoup d'écoles sans écoles doctorales et du coup on se pose la question sur les docteurs. Est ce que les doctorats qu'on délivre au Cameroun ont le niveau Phd ? J'en doute à cause de l'absence de l'école doctorale où on forme véritablement le chercheur avant qu'il n'ait réalisé sa thèse. Dans le cas de ces travaux de recherche, il faut que le produit final soit au niveau escompté. L'absence d'une école doctorale au Cameroun fait que cela ne corresponde pas au niveau Phd tel que l'on a souhaité et décrit dans les textes. Qui sont les enseignants qui enseignent dans les Ipes ? Ce sont ces étudiants à l'école doctorale, ou des étudiants titulaires d'un master. Et cela pose un problème. Et on a très peu de professionnels exerçant dans ce domaine. Ce système a été bien pensé mais il faut l'arrimer au standard conforme qui est celui du système angloxason et qui a inspiré le Cameroun et dans le monde.

Entretien mené par Serge Aimé BIKOI et retranscrit par Lucie Phanie ENYEGUE (Stg)

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page6

FRAIS DE LETTRE DE VOITU

Des transporteurs payent (désormais) d

Exacerbé par une kyrielle d'humiliations et des frustrations diverses, le groupement des transporteurs terrestres du Cameroun a décidé de payer désormais les frais de lettre de voiture internationale dans les postes comptables du trésor. En moins d'un mois, l'Etat aura, selon les sources dignes de foi, encaissé pas moins des centaines de millions de nos francs. Cette contribution directe des transporteurs dans les caisses de l'Etat, pourrait à terme, selon un économiste, permettre de réaliser d'importants projets.

1-Des transporteurs terrestres saisissent les autorités

Les transporteurs regroupés au sein du groupement des transporteurs terrestres du Cameroun que dirige Ibrahima Yaya, président national, sont déterminés à ne plus suivre le diktat des responsables du bureau du fret terrestre. Ils l'ont clairement exprimé dans les nombreuses correspondances adressées tant au ministre des Finances, au directeur des douanes…qu'au chef du bureau de gestion du fret terrestre. Entre autres pommes de discorde entre le groupement des transporteurs terrestres du Cameroun et le bureau du fret terrestre est le conditionnement de l'obtention de la lettre de voiture internationale (Lvi), document exigible dans l'acheminement des marchandises en transit ou à l'export, au paiement de la cotisation syndicale du SNTR en violation des dispositions pertinentes de la loi portant code du Travail, notamment en ses articles 4 et 21.

Dans les différentes correspondances adressées aux autorités, ces transporteurs regroupés au sein du groupement des transporteurs terrestres du Cameroun disent être confrontés, et ce depuis belle lurette, à des tracasseries et autres difficultés dans l'obtention de la lettre de voiture internationale en raison d'une proximité mafieuse entre le bureau de gestion du fret terrestre (Bgft) et le syndicat national des Transporteurs routiers du Cameroun (Sntrc).

« *La Lvi émise par les services du Bgft est conditionnée par le paiement d'une cotisation syndicale au Sntrc en violation des dispositions pertinentes de la loi portant code du travail en ses articles 4 et 21* », souligne Ibrahima Yaya, président du groupement des transporteurs terrestres du Cameroun (Gttc) .

Et de poursuivre : « *afin d'éviter de tomber dans le piège subtil du blocage des opérations du transit tendu par le Bgft et, après avoir épuisé toutes les voies du dialogue à travers requêtes, correspondances et memoranda dont la dernière rencontre interministérielle sous la présidence du ministre des Transports est restée sans suite par la ruse et les méthodes pernicieuses du Bgft. Las de subir tant d'humiliations et de frustrations, les membres du Gttc ont décidé de payer dorénavant les frais de Lvi dans les postes comptables du Trésor* ». A ce jour, pas des dizaines de millions ont été versés dans les caisses du Trésor si l'on s'en tient aux quittances générées et qui, selon le groupement, « *seront présentées à toute réquisition* ».

A en croire Jules Tchientcheu, spécialistes des questions liées à l'économie, c'est tout à l'avantage de l'Etat et par ricochet des Camerounais. « *Au lieu que l'argent du contribuable sous de fallacieux prétextes se retrouvent dans les poches des tiers, il vaut mieux que ce soit versé dans les caisses de l'Etat qui va sans nulle doute s'en accaparer pour la construction de notre pays, pour contribuer au bien-être des Camerounais* », s'en vante-t-il.

Toutefois il faut souligner qu' « *au-delà de la contribution directe des transporteurs dans les caisses du Trésor à travers les opérations de transit, la Gttc pourra par ailleurs, en toute quiétude, percevoir les cotisations de ses membres pour leur meilleur encadrement et un déploiement efficient* », indique par ailleurs Ibrahima Yaya, président du groupement des transporteurs terrestres du Cameroun au ministre des Finances.

2-Vers un relèvement des recettes

Selon Ibrahima Yaya qui sollicite la disponibilité des chefs de postes comptables du Trésor, l'accompagnement de l'administration des douanes pour la définition des dispositions pratiques spécifiques, cette démarche vise, entre autres, de contribuer de façon directe au relèvement des recettes de l'Etat et permettre au Gttc d'engranger des ressources nécessaires à l'encadrement efficient de ses membres tout en leur évitant tracasseries, frustrations et humiliations dans les bureaux de gestions du fret terrestre.

Le groupement des transporteurs terrestres qui n'a jamais appelé ses membres à un mouvement de grève envisage, dans les jours à venir rencontrer les autorités camerounaises en charges des transports pour présenter un état des lieux de leur secteur d'activité. Bien évidemment, Ibrahima Yaya en profitera pour attirer leur attention sur les véritables problèmes qui minent ledit secteur d'activité.

Il convient de souligner que depuis belle lurette, « *des personnes ont pris le BGFT en otage. Ils se sont substitués à l'Etat créant même leurs propres impôts et taxes et encaissant au passage des sommes faramineuses se chiffrant à des dizaines des milliards de FCFA. Ce qui fait que toute volonté de l'Etat de voir clair dans le fonctionnement de cette structure est considérée comme une déclaration de guerre. C'est pourquoi ils utilisent les noms des transporteurs pour faire un chantage organisé à l'Etat à travers des préavis de grèves fantoches, sachant du fond de leur cœur qu'aucun transporteur ne les suivra dans cette démarche, mais misant sur le fait que l'Etat tient beaucoup à la préservation de la paix sociale et qu'on n'arrivera pas au stade de la grève. D'où leur victoire en obligeant l'Etat à mettre un peu d'eau dans son vin. Pour votre gouverne ces mêmes transporteurs qu'ils disent défendre veulent plutôt faire grève contre ces oppresseurs afin que l'Etat les en débarrasse. Donc en résumé ces prédateurs ont pris en otage non seulement le Bgft, mais aussi les transporteurs des marchandises diverses et le fret* », déclare un membre du groupement visiblement courroucé.

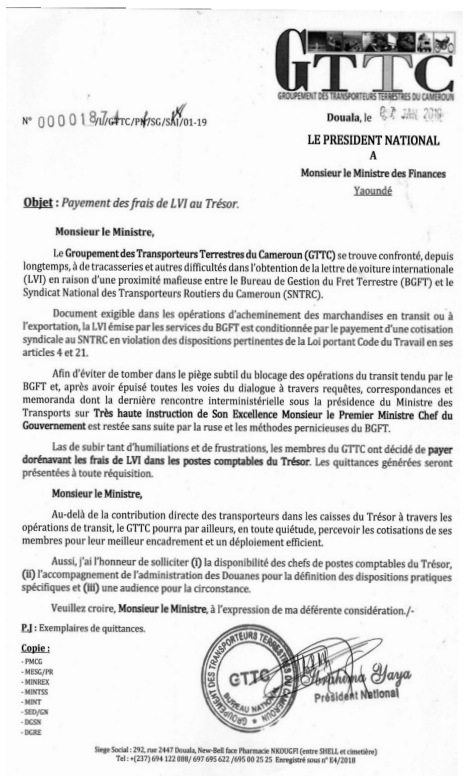
Poursuivant, celui-ci confie au Messager que « *le Bgft est géré comme une épicerie familiale. L'orthodoxie financière n'existe pas de ce côté là. Une structure qui dit exister depuis 1993 et donc l'ouverture du premier compte en banque remonte à l'année 2010, à vous de comprendre. Les gestionnaires actuels du Bgft étaient déjà recherchés pour complicité de détournements des biens publics dans le cadre du Bureau Commun et les mêmes causes produisant les mêmes effets vous pouvez tirer vous-même votre propre conclusion* », fulmine-t-il.

3-Une gestion calami-

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page7

TURE INTERNATIONALE

dans les postes comptables du trésor



N° 000018/L/GTTC/PR/SG/SAJ/01-19

Douala, le 07 JAN 2019

LE PRESIDENT NATIONAL
A
Monsieur le Ministre des Finances
Yaoundé

Objet : *Payement des frais de LVI au Trésor.*

Monsieur le Ministre,

Le **Groupement des Transporteurs Terrestres du Cameroun (GTTC)** se trouve confronté, depuis longtemps, à de tracasseries et autres difficultés dans l'obtention de la lettre de voiture internationale (LVI) en raison d'une proximité mafieuse entre le Bureau de Gestion du Fret Terrestre (BGFT) et le Syndicat National des Transporteurs Routiers du Cameroun (SNTRC).

Document exigible dans les opérations d'acheminement des marchandises en transit ou à l'exportation, la LVI émise par les services du BGFT est conditionnée par le payement d'une cotisation syndicale au SNTRC en violation des dispositions pertinentes de la Loi portant Code du Travail en ses articles 4 et 21.

Afin d'éviter de tomber dans le piège subtil du blocage des opérations du transit tendu par le BGFT et, après avoir épuisé toutes les voies du dialogue à travers requêtes, correspondances et memoranda dont la dernière rencontre interministérielle sous la présidence du Ministre des Transports sur **Très haute instruction de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre Chef du Gouvernement** est restée sans suite par la ruse et les méthodes pernicieuses du BGFT.

Las de subir tant d'humiliations et de frustrations, les membres du GTTC ont décidé de **payer dorénavant les frais de LVI dans les postes comptables du Trésor**. Les quittances générées seront présentées à toute réquisition.

Monsieur le Ministre,

Au-delà de la contribution directe des transporteurs dans les caisses du Trésor à travers les opérations de transit, le GTTC pourra par ailleurs, en toute quiétude, percevoir les cotisations de ses membres pour leur meilleur encadrement et un déploiement efficient.

Aussi, j'ai l'honneur de solliciter **(i)** la disponibilité des chefs de postes comptables du Trésor, **(ii)** l'accompagnement de l'administration des Douanes pour la définition des dispositions pratiques spécifiques et **(iii)** une audience pour la circonstance.

Veuillez croire, **Monsieur le Ministre**, à l'expression de ma déférente considération./-

P.J : Exemplaires de quittances.

Copie :
- PMCG
- MESG/PR
- MINREX
- MINTSS
- MINT
- SED/GN
- DGSN
- DGRE

Ibrahima Yaya
Président National

N°000018/L/GTTC/PR/SG/SAJ/01-19

Douala, le 07 JAN 2019

LE PRESIDENT NATIONAL
A
Monsieur le Chef du Bureau de Gestion du Fret Terrestre (BGFT)
Douala

Objet : *Payement des frais de LVI au Trésor.*

Monsieur le Chef de Bureau,

Dans le cadre de l'application des dispositions pertinentes des articles 4 et 21 de la Loi portant Code du Travail, le **Groupement des Transporteurs Terrestres du Cameroun (GTTC)** a entrepris des démarches auprès de votre structure qui sont restées vaines grâce à de subtiles complicités tapies dans l'administration.

Au regard de votre détermination à conditionner l'obtention de la lettre de voiture internationale (LVI), document du reste exigible au transport des marchandises en transit et à l'export, au payement des cotisations du SNTRC aux transporteurs du GTTC,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que **les membres du GTTC ont décidé de s'acquitter dorénavant du payement des lettres de voiture internationales (LVI) dans les postes comptables du Trésor** contre des quittances qui seront présentées à toute réquisition en attendant la solution à nos préoccupations.

Cette démarche vise entre autres à : **(i)** contribuer de façon directe au relèvement des recettes de l'Etat et **(ii)** permettre au GTTC d'engranger des ressources nécessaire à l'encadrement efficient de ses membres tout en leur évitant tracasseries, frustrations et humiliations dans vos services.

Veuillez croire, **Monsieur le Chef de Bureau**, à l'assurance de ma considération distinguée./-

P.J : Photocopie ex. quittances

Copie :
- PMCG
- MESG/PR
- MINTSS
- MINFI
- MINAT
- MINT
- SED/GN
- DGSN
- DGRE
- DGD
- GR/AD-CE-EN-ES-LT-NO-OU-SU
- DG/GUCE
- BARC
- BNFT
- SG/PS
- Tous démembrements GTTC

Ibrahima Yaya
Président National

Siege Social : 292, rue 2447 Douala, New-Bell face Pharmacie NKOUGFI (entre SHELL et cimetière)
Tel : +(237) 694 122 088/ 697 695 622 /695 00 25 25 Enregistré sous n° E4/2018

N°000189/L/GTTC/PR/SG/SAJ/01-19

Douala, le 07 JAN 2019

LE PRESIDENT NATIONAL
A
Monsieur le Directeur Général des Douanes
Yaoundé

Objet : *Payement des frais de LVI au Trésor.*

Monsieur le Directeur Général,

Depuis de longs mois, les responsables du Bureau de Gestion du Fret Terrestre (BGFT), conditionnent l'obtention de la lettre de voiture internationale (LVI), document est exigible dans l'acheminement des marchandises en transit ou à l'export, au payement de la cotisation syndicale du SNTRC en violation des dispositions pertinentes de la Loi portant Code du Travail ; notamment en ses articles 4 et 21.

En conséquence des multiples tracasseries subies, les responsables de cette structure ont été signifiés de la décision des membres du GTTC **à s'acquitter dorénavant du payement des lettres de voiture internationales (LVI) dans les postes comptables du Trésor** contre des quittances qui seront présentées à toute réquisition en attendant la solution à nos préoccupations.

A cet effet, pour garantir la sérénité dans les opérations d'acheminement des marchandises « sous douane », j'ai l'honneur de solliciter **(i)** la tenue urgente d'une séance de travail avec vos services techniques compétents afin que **(ii)** sur le titre de transit soit mentionné le numéro de la quittance du trésor sur le cadre réservé à la LVI.

Veuillez croire, **Monsieur le Directeur Général**, à l'expression renouvelée de ma parfaite considération./-

P.J : exemplaires quittances.

Copie :
- PMCG
- MESG/PR
- MINTSS
- MINFI
- MINT
- SED/GN
- DGSN
- DGRE
- DG/GUCE
- BARC
- BNFT
- SG/PS
- Tous démembrements GTTC

Ibrahima Yaya
Président National

Siege Social : 292, rue 2447 Douala, New-Bell face Pharmacie NKOUGFI (entre SHELL et cimetière)
Tel : +(237) 694 122 088/ 697 695 622 /695 00 25 25 Enregistré sous n° E4/2018

teuse du Bgft

Pour nombre de transporteurs, il y'a des détournements au Bgft selon la « *gestion de fait* ». Parce que dans les missions du Bgft, expliquent-ils à l'unisson, figurent entre autre la collecte des taxes et impôts afférent au transport pour le compte de l'Etat et des collectivités locales. Sur ce dernier point, argumentent les transporteurs terrestres, depuis sa prétendue création, le Bgft a collecté des droits des timbres pour l'établissement des lettres de voiture, a vendu les vignettes Cemac sans en reverser un seul franc à l'Etat depuis plus de 25 ans. « *Aujourd'hui certains individus dotés d'une moralité douteuse estiment que le Bgft est une entité privée voire un syndicat. La question qu'on se pose est la suivante : l'Etat a-t-il crée un syndicat et confié la gestion à des individus ? Si même tel en était le cas, je crois qu'ils devraient rendre compte à leur créateur mais s'obstinent systématiquement allant jusqu'à poser des actes de gangstérisme* », incriminent-ils.

Non sans donner leur opinion sur la mission du contrôle Supérieur de l'Etat dans cette structure. Pour les transporteurs des différents secteurs confondus, cette mission est importante et mérite d'être saluée par tout le monde à l'exception des prédateurs de cette structure.

Comme nous le disions déjà dans l'une de nos éditions, l'organe de contrôle étatique avait en effet pris possession de la direction administrative et financière, la division de l'informatique et la direction des ressources humaines. Des postes stratégiques en somme. A cet effet et par soucis d'efficacité un communiqué enjoignait d'ailleurs tout le personnel du Bgft à justifier son statut. Pour tout dire, il s'agissait pour cette « *mission de travail* » qui faisait suite « *à de multiples requêtes des syndicats des transporteurs au sujet des tracasseries dont leurs membres étaient victimes du fait des activités du Bgft….* » de « *mener des études et des investigations en vue de proposer au Chef du gouvernement des mesures inhérentes à la réforme du Bureau de gestion du fret terrestre et au reversement par ce dernier des fonds publics qu'il a prélevés pour le compte de L'Etat depuis sa création* ». Bien plus, de « *rassembler toute la documentation nationale et internationale relative au transit et au transport des marchandises par route, examiner l'ensemble des problématiques inhérentes à la détermination d'un statut juridique du Bgft, identifier les acteurs intervenant dans le domaine, ainsi que les procédures en vigueur au sein de cet organisme, définir un cadre juridique devant permettre une gestion optimale du transit et du transport de marchandises par route au Cameroun, évaluer les sommes dues par le Bgft au Trésor public et de proposer les modalités de reversement desdites sommes* ». Un boulot qui devait s'opérer au bout de six mois par l'équipe constituée entre autres des représentants des services du Premier ministre, du Secrétaire général du ministère des Transports….et d'un représentant de la Commission nationale anti-corruption (Conac).

Qu'est ce qui n'a pas véritablement marché ? Dans une lettre ouverte adressée au chef de l'Etat et ayant en objet « *motion de soutien pour la mise en place de la commission d'audit de la gestion du Bgft et des précisions sur le statut juridique du Bgft* », des transporteurs professionnels dénoncent « *la situation de mal gouvernance et de détournement massif des derniers publics (non reversement des centaines de milliards représentants les frais de timbres sur LVI, les recettes de vignette spéciale Cemac et les frais d'obtention de la Lvi)* » qui règne au sein de cette « *structure de l'Etat avec un capital social à 100% étatique* ».

Bien plus «à *chaque fois que l'Etat a voulu voir clair dans le fonctionnement et la gestion des ressources du Bgft, Sime Pierre et Oumarou s'y sont opposés soit en bloquant les commis de l'Etat dans l'exercice de leur mission d'audit, soit en brandissant des mots d'ordre de grève, faisant ainsi le chantage à l'Etat et bafouant son autorité* », écrivaient les transporteurs à Paul Biya.

4-Fin du désordre et des tracasseries

Comme on peut s'en apercevoir, les transporteurs terrestres sont plus que jamais résolus à siffler la fin du désordre et les tracasseries. Lesquels gangrènent aussi bien leur secteur comme tant d'autres. Pour y parvenir, ils envisagent se mettre en groupement pour la défense de leurs propres intérêts. A Garoua où le Président exécutif national du GTTC (Groupement des Transporteurs Terrestres du Cameroun), s'y était rendu récemment à l'effet de procéder à l'installation des membres du bureau régional, il avait a émis les vœux de voir les transporteurs terrestres évoluer en rangs serrés. Pour, avait-il prescrit, chasser tous les mauvais ceux qui paralysent leur activité. Tant dans cette région du Nord qui partage ses frontières avec le Tchad, la Centrafrique et le Nigéria et enregistre au quotidien des flux commerciaux importants. C'est d'ailleurs dans cet optique qu'une délégation du groupement des transporteurs terrestres du Cameroun, conduite par son président National, Ibrahima Yaya avait été reçue en audience par le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi. Au cours de ladite rencontre, le Gttc avait égrainé un chapelet de difficultés entravant le bon déroulement des activités des transporteurs : « *des actes de corruption et abus divers dans le contrôle des charges sur le réseau routier* ». La nécessité de renforcer les capacités des acteurs du secteur n'était pas en reste.

Réagissant à la suite des transporteurs, Emmanuel Nganou Djoumessi n'avait-il pas prescrit entre autres mesures, la réactivation du Comité interministériel de suivi des opérations de pesage routier (Cisop), l'opérationnalisation du camion étalon et le déploiement des mesures disciplinaires appropriées à l'encontre des agents véreux ?

On se souvient fort opportunément qu'en février 2018, les transporteurs avaient tiré la sonnette d'alarme en remettant un rapport décrivant la corruption à ciel ouvert sur le corridor Douala-Ndjamena aux autorités. A en croire des syndicalistes rencontrés par le reporter, chaque camionneur prévoit pas moins de 187 000 Fcfa par voyage, pour corrompre les douaniers, gendarmes, policiers et autres agents de la prévention routière.

Des sources dignes de foi révèlent à cet effet que les quelques 78 000 camions en activité entre le port de Douala, la partie septentrionale du Cameroun et la capitale tchadienne (Ndjamena), paieraient la rondelette somme de 175 milliards Fcfa, par an, en termes de pots-de-vin. Quelle perte !

M.S.

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page8

ESSOS - ELIG-ESSONO

Comment la Police paralyse la circulation

Les forces de maintien de l'ordre ayant barré les entrées Nord et Sud de la Direction régionale de la police judiciaire pour le Centre depuis le 28 janvier dernier, des embouteillages monstres sur cet axe se multiplient et empêchent aux usagers de se mouvoir aisément.

Depuis près de trois semaines, les populations d'Essos subissent un énorme calvaire pour se rendre à des destinations telles que le carrefour intendance, l'avenue Kennedy et ses environs. L'axe qui relie ce quartier à Elig-Essono est sujet à des bouchons interminables. Au point que, même les agents de la police, en charge de réguler la circulation, ne parviennent pas à désamorcer la situation. Du coup, la circulation dans cette zone se fait à pas de tortue. Normal, puisque c'est la voie la plus rapide et la moins longue pour se rendre à Elig-Essono. Plusieurs chauffeurs la préfèrent et n'aiment pas aller contourner en passant par Mvog-Ada. Conséquence, les taximen et les automobilistes font désormais trente à une heure de temps sur les axes Fouda et carrefour Elig-Essono pour arriver à leur destination. Ce sont les usagers qui payent le lourd tribut de la situation. C'est ce qu'explique Christophe, qui exprime son mécontentement face à cette situation qui paralyse son activité.

« *Je suis taximan dans cette agglomération depuis six ans et c'est ma première fois de voir une pareille chose. Généralement, lors du barrage d'un axe, à partir d'une certaine heure, on l'ouvre ceci pour nous permettre de mieux circuler et de pointer notre journée. Même lors d'une sortie du président ou de l'exécution des chantiers routiers, vers une certaine heure la circulation est déjà rétablie. Mais depuis que la Pj est barrée, c'est quasiment impossible de vite se rendre au carrefour intendance et ses environs. Il y a des jours où je choisis d'autres destinations que celles-là* », a-t-il déploré. De leur côté, ne pouvant faire aucun miracle pour décanter cette situation, les usagers de cette route se sont trouvés contraints d'augmenter de 100 Frs ou de 150 Frs le prix du tarif normal qui est de 250 Fcfa, pour espérer être acceptés par les conducteurs des véhicules de couleur jaune.

Prison de Kondengui

« *Je travaille à la montée Anne-rouge et j'habite à la montée Ludo. Depuis qu'on a barré cette route, je paye déjà le taxi à 300 Fcfa pour me rendre au boulot. Et également à la fin de la soirée, c'est le même scénario. Et avec la chaleur qui fait rage ces derniers temps, le trajet devient insupportable. Vivement que les pouvoirs publics trouvent une solution face à cette situation* ». Toutefois, il faut noter que les forces du maintien de l'ordre ont fermé l'axe de la Drpj suite à l'incarcération de certains militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) après que ces derniers ont effectué des marches blanches le 26 janvier dernier dans les villes de Yaoundé, Douala, Bafoussam et Mbouda. On se demande bien pourquoi la route reste tout de même fermée, alors que dans la nuit de mardi à mercredi dernier, ces militants ont été transférés à la prison centrale de Kondengui ?

Phanie ENYEGUE (stg)

SAINT VALENTIN

Les amoureux en accord parfait

Commerciale pour certains, romantique pour d'autres, « la fête des amoureux » est célébrée tous les ans le 14 février. A Yaoundé, l'occasion a été donnée de renouveler avec romantisme et passion, sa flamme pour son ou sa partenaire.

L'amour a toqué à la porte des amoureux, et ces derniers lui ont grandement ouvert et l'ont installé dans leur cœur. Dans la ville de Yaoundé comme partout ailleurs, n'importe qui essaye tant bien que mal de séduire à nouveau son partenaire sentimental. Entre invitations au restaurant, course dans les supermarchés, et ballades dans la cité, personne ne s'est senti délaissé. Comme par exemple au jardin public Charles Atangana, qui est situé en plein cœur de la capitale, il est 17h. Plusieurs couples venus nombreux, tentent de renouveler leur amour partagé. Assis sur les bancs publics, mains sur l'épaule de son partenaire, d'aucuns couchés sur le gazon, d'autres tenus debout devant leur partenaire, avec un lumineux sourire, l'on imagine très bien qu'ils s'échangent certainement des belles paroles. Un moment historique et important pour la solidification des liens d'un couple. Plusieurs personnes trouvent d'ailleurs que cette journée de Saint Valentin reste le jour idéal pour renouveler sa flamme, à celui ou à celle qu'on aime.

«*Cela fait un an que j'ai rencontré ma compagne, c'est ici que nous venons souvent prendre de l'air et discuter de tout et de rien. C'est vrai qu'on ne célèbre pas ça une fois par an, mais ce jour est particulier car, c'est notre anniversaire de rencontre* », explique Roger Felix, tout joyeux. De l'autre côté du jardin, 4 jeunes filles couchées sur des nattes qu'elles ont installées sur le gazon sous un arbre, se partagent des friandises, ces dernières confient partager une journée entre elles. « *Nous préférons passer cette journée entre filles avant de retourner chez nous et préparer notre soirée avec nos fiancée*s », déclare Pamela, étudiante à l'université de Yaoundé II. Entre temps, d'autres, profitent juste de la beauté de la verdure naturelle en attendant qu'arrive l'heure de leur dîner aux chandelles. « *La fête de la Saint Valentin reste un jour idéal pour un rendez-vous romantique, moi je suis juste venu me détendre, car à 19h, j'ai prévu aller voir un film avec mon ami et partager un bon repas dans un restaurant* », explique Ngono Louise, étudiante.

Fleurs et chocolats

Cette affluence au jardin a également permis à certains de réaliser des bonnes affaires au nom de l'amour. Un peu plus loin, toujours dans le jardin, des hommes d'églises se tiennent devant les couples pour les évangéliser, les groupes de deux à quatre personnes, voire trois vont et viennent, avec des paquets de biscuits qu'ils grignotent. Les commerçants quant à eux, ne manquent pas l'occasion de présenter leurs articles comme les fleurs, les chocolats et biens d'autres. A dire que plusieurs personnes partagent l'idée selon laquelle, si l'on pouvait mesurer l'intensité de l'amour qui se répand sur la terre en ce jour de tendresse, elle serait probablement capable d'effacer toute la tristesse du monde. « *C'est très beau de passer du temps avec des amies, surtout en ce jour. Nous ne voulons pas aussi rester à la maison et ne rien faire. Le mieux est de venir rester ici avec des amis en oubliant toute tristesse et solitude* », explique Christelle Ebogo. Bonne fête de l'amour à tous les amoureux !

Linda MANGA MINLO'O (stagiaire)

DÉVIANCE

Les Camerounais galvaudent la fête

Déconnectés pour la plupart de l'essence même que les pères fondateurs ont voulu donner à la journée du 14 février, plusieurs jeunes se lancent dans la cadence de la fête sans réellement savoir de quoi il s'agit.

Hier, 14 février 2019, le Cameroun, tout comme les autres pays du monde, célébrait l'amour. Oui ! Ce sentiment intense et agréable qui incite les êtres à s'unir, était la chose la mieux partagée par les amoureux. N'importe qui a saisi l'occasion pour renouveler d'une manière ou d'une autre, son attachement à son partenaire ou à sa partenaire. Pour ce faire, à côté des petits messages d'amour que ces derniers s'échangeaient en longueur de journée, se trouvaient également les dons de plaquettes de chocolat. Sauf que, les plus jeunes (surtout les garçons) qui, généralement ne maîtrisent pas le mot «amour» et encore moins le verbe «aimer», se pavanaient également dans la nature à la recherche d'une « *valentine* ». Pareille que sur les réseaux sociaux et sur les tableaux dans les salles de classe, où les élèves ont lancé l'alerte pendant plusieurs jours en écrivant « *recherche d'une valentine* ».

Rechercher pour en faire quoi ? Il s'agit dans leur sens de trouver celle avec qui, ils vont célébrer la fête de l'amour. Cependant, est ce là le véritable sens à donner à la célébration de la fête de la St Valentin ? Est-ce juste une affaire d'un jour ? Que non ! En consacrant la journée du 14 février à la fête de l'amour, l'objectif visé était tout autre. Il s'agit en principe pour les couples de s'offrir des chocolats, des fleurs, bref des présents, symboles d'un amour partagé. Car la fête est dédiée et réservée à ceux qui sont en couple et non à ceux qui veulent se mettre en couple pour un jour et se dire au revoir ensuite une fois la fête terminée.

Liens du mariage

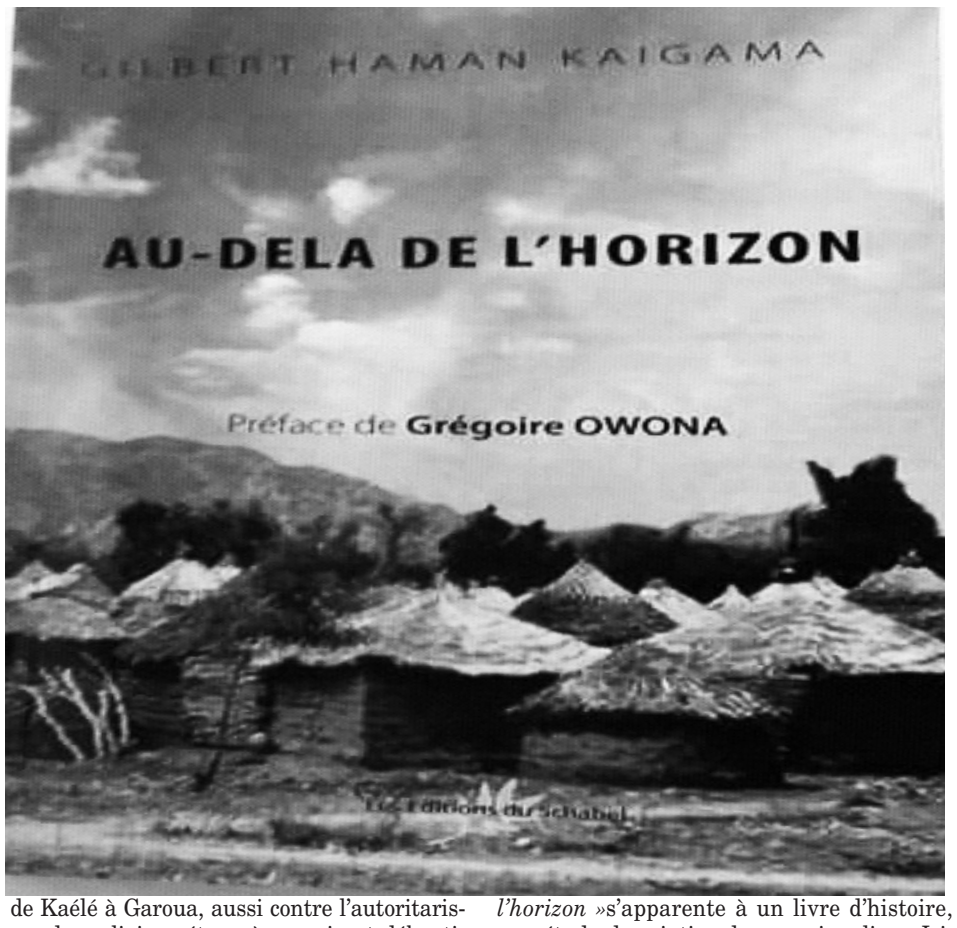
Surtout que l'histoire nous révèle que pendant une période d'interdiction de mariage des soldats romains par l'empereur Claude II, pour éviter que ses soldats ne soient tentés de rester avec leur fiancée plutôt que de partir à la guerre ; furieux, un prêtre catholique nommé Valentin, arrangeait secrètement les mariages. Il fut arrêté et envoyé en prison jusqu'à sa mort le 14 février 270. Après la chute de l'empire romain, il fût canonisé en 1496, en l'honneur de son sacrifice pour l'amour. C'est ainsi qu'il devint le Saint-patron des amoureux. Et la fête qui autrefois, était uniquement païenne, est devenue religieuse. Et depuis lors, il se célèbre tous les 14 février, la fête de la St Valentin. Une fête pour ceux qui sont unis pas les liens du mariage ou qui ont une réelle intention de le faire dans l'avenir.

Rostand TCHAMI

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page9

Quand Gilbert Haman Kaigama se livre

Le cercle municipal de Yaoundé a fait son plein d'œuf mardi dernier pour la dédicace du premier livre de Gilbert Haman, préfacé par le ministre Grégoire Owona. L'administrateur civil à la retraite, en éclairant la lanterne de l'assistance sur les circonstances de la publication de cet opuscule a mis en lumière la facette affable et libre de sa personnalité.



A l'estrade, à côté du professeur Jean Pierre Mollo Olinga chargé de la note de lecture, l'homme au centre de toutes les curiosités semble vouloir s'effacer de la scène. Les « éditions du Schabel », avec son directeur Haman Mana, ont répondu présent. La cérémonie est modérée par le journaliste Bertrand Owona. La note de lecture sonne le kick off de la dédicace. Avec des détails enjoués, le Pr de littérature va en quelques minutes convaincre les éditeurs de la profondeur du message de Gilbert Haman Kaigama. Cet ouvrage parut cette année est un livre de 182 pages. *« Au-delà de l'horizon est un ensemble de souvenirs que son auteur a pris sur lui de partager. Il s'agit d'un itinéraire qui conduit le jeune Moudang, Gibert Haman Kaigama, de son village natal Gabang, à la haute sphère de la préfectorale. Dans ce parcours de vie, l'auteur accorde une attention particulière à ceux qui l'ont marqué »*, assène le Pr d'entrée de jeu. Ces personnes sont évidemment ses parents. D'abord sa mère. *« D'une rigueur et d'une sévérité inimaginables pour une femme de sa culture », qui a particulièrement veillé à son éducation et l'a affublé du prénom prémonitoire de berger »*, reconnaît-il.

Quant à son père Ibrahima Kaïgama, c'est *« un personnage à la fois impressionnant et énigmatique, complètement tourné vers le travail. Il a cherché lui aussi à parfaire son éducation mais à travers des tâches d'expérience, de rudes épreuves. »*Outre ces deux personnes, l'auteur décrit ses relations avec ses camarades, du primaire, du secondaire et du supérieur, à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam). Il reconnaît volontiers qu'il n'était pas particulièrement brillant au secondaire, il n'était pas *« un génie »*, même si au supérieur, les choses vont s'inverser. *« Au-delà de l'horizon »* s'apparente à une forme de réquisitoire contre un certain nombre de décisions malheureuses à l'exemple du transfèrement de la Sodecoton de Kaélé à Garoua, aussi contre l'autoritarisme des religions étrangères qui ont débaptisés les néo convertis, au profit d'appellations étrangères, ou encore contre l'hégémonie des peuls par rapport aux autres peuplades de la contrée, surtout les Moundang, déclame la note de lecture. Le départ du jeune homme de son village natal le pousse irrésistiblement vers la rencontre avec son destin, un destin qui semblait tout tracé car *« la fonction de commandement est et restera pour ceux qui savent l'exercer avec abnégation et exaltation, une fonction de berger. »*

La forme ou les images

Qu'y a-t-il au-delà de l'horizon ? Cette ligne imaginaire qui recule au fur et à mesure qu'on avance vers elle, lance le Pr en guise de réflexion. Pour le savoir, nous allons parcourir l'ouvrage de Gibert Kaigama, un ouvrage qui se vit d'emblée comme une autobiographie, mais à bien y regarder, ce récit tient une autobiographie romancée, l'auteur y mettant l'accent sur la narration d'aventure, l'étude des mœurs, des caractères et l'analyse des sentiers. Par ailleurs, *« Au-delà de l'horizon »*s'apparente à un livre d'histoire, une étude descriptive des cas singuliers. Ici, le cas de Gilbert Haman Kaïgama. *« Il rapporte dans son ouvrage des choses vues, entendues, sentie, en somme vues directement ou indirectement. Pour cela, le journaliste qu'il aurait dû être, avant de se rendre compte qu'il n'avait pas de pieds journalistiques, comme les autres ont le pied marin »*, confesse le Pr.

L'auteur se révèle un redoutable reporter, dont le sens aigu du détail le rapproche d'un Léopold Ferdinand Oyono dans *Une vie de boy* ou encore *Le vieux nègre et la médaille*. Ce chef-d'œuvre coûte 10.000Fcfa. L'éditeur a justifié ce prix relativement élevé aux yeux du public par le fait que le nombre d'exemplaires tiré était très limité. En plus, il a remercié tous ceux qui ont pu acheter l'ouvrage car cela leur faciliterait la tâche de tirer davantage d'exemplaires pour aller les distribuer très prochainement au Lycée de Kaélé, au prix modique de 3000 Fcfa. Le public a souhaité par ailleurs lire au plus vite son deuxième livre. Paris pris.

Léopold DASSI NDJIDJOU

Douala

Le Festival Fomaric ouvre ses portes au public

Reconnu d'utilité publique en décembre 2018, l'édition 2019 du festival Fomaric qui s'est officiellement ouvert mercredi dernier à Douala, s'étendra jusqu'au 10 mars prochain.

C'est le premier festival de la Foire musicale, artistique, industrielle et commerciale de Douala (Fomaric) reconnu d'utilité publique par décret présidentiel N°2018/800, depuis le 19 décembre 2018. Une reconnaissance qui lui confère désormais une légitimité officielle et quelques avantages de la part de l'Etat. Rendu à sa 26e édition, le festival Fomaric qui a démarré le 6 février dernier à Douala, a officiellement été ouvert mercredi 13 février 2019, par le Ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, qui a émis le souhait de voir cet évènement aller au-delà de la cité économique, et se hisser au niveau de la sous-région Afrique Centrale.

« Il ne s'agit pas de donner une orientation moins ludique ou moins culturelle ou artistique. Il s'agit tout simplement de s'adapter au temps. Le Festival Fomaric date de 25 ans, il a fait son temps, du beau temps. Il a au demeurant de beau reste devant lui. C'est l'une des premières manifestations du genre, avec l'avantage d'allier le côté ludique, commercial et économique », souligne Le ministre du Commerce. Et d'ajouter *: « Certaines manifestations se sont greffées à ce festival, et il y aura certainement d'autres. Peut-être le moment est venu de repenser les choses en nous regroupant, en nous mettant à l'air du temps, qui est l'air du regroupement. On parle aujourd'hui d'un marché commun africain. Le marché c'est aussi l'art et la culture. Autant on se regroupe ailleurs, autant, nous pouvons également repenser et redynamiser les choses en harmonisant un peu plus. »*

Du 6 février au 10 mars 2019, les visiteurs et les habitants de Douala pourront se distraire avec un ensemble d'activités accessible à toutes les catégories socio-professionnelles. Notamment, une exposition-vente pour les entreprises, des scènes musicales, des espaces ludiques pour les enfants, des espaces récréatifs pour les adultes, un espace de commerce pour lutter contre la vie chère, etc. Le festival offre également des programmes spéciaux dédiés à la célébration de la fête de la Jeunesse (11 février), la Saint-Valentin (14 février), la Journée internationale de la Femme (8 mars). Selon le promoteur, l'artiste Nkotti François, la principale innovation de cette 26e édition, placée sous le thème « Sassayé », est la présence sur le site des ophtalmologues, qui offrent des soins gratuits au public.

Marie Louise MAMGUE

Musée des peuples de la forêt

« Bogso » prépare l'ouverture de son musée

Mercredi dernier, trois gardiens de la tradition du peuple Bassa, étaient dans le haut lieu de la conservation de la mémoire du peuple de la forêt à Yaoundé au quartier Elig Essono, aux fins de s'inspirer d'une expérience établie.

C'est sous la conduite de Moustapha Ali Mboglen, régisseur général du festival international Bogso Eséka (Fibe) que les trois Mbog Mbog ont visité le Musée international anthropologique et histoire des peuples de la forêt de l'Afrique centrale. Les gardiens de la tradition, les*« sacrificateurs-rois »* du peuple Bassa pour reprendre les termes du Régisseur général du Fibe, en les personnes de Mbog Mbog Pih Nguimbus Pie, Ndene, Mbidjem, accompagné de Batoum de Baha, sont venus se *« ressourcer »*, pour voir et comprendre comment le Musée international des peuples de la forêt a vu le jour, s'entretient et fonctionne. Parés de leurs atours, ces *« sages »* qui ne font aucun mystère du monde matériel et immatériel, vont être guidés à travers les arcanes de ce grand musée qui regorge la mémoire vive ancestrale des pays d'Afrique équatoriale, du Cameroun jusqu'en Angola, en passant par la République démocratique du Congo, la Rca, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale et même Sao Tome et Principe.

Ainsi, ils vont en plus d'une heure parcourir les différents pavillons de ce village révélateur de la cosmogonie des peuples de la forêt. Dr.Fouda Thérèse, patronne des lieux et pharmacienne, qui a fait ses classes à Toulouse en France est la fondatrice. Elle a travaillé, dit-elle, à la mise sur pied de ce musée pendant 40 ans. La visite proprement dite commence par la calligraphie de ce peuple, longtemps ignorée, l'horloge ou le décompte du temps, les objets à l'exemple des pressoirs d'huile et de canne à sucre, les outils de fabrication des tissus. Par la suite, il a fallu s'imprégner des réalités de l'habitat, de l'habillement, des armes de guerre, de chasse, de l'initiation et ses rites, le Mvett et ses mystères et les ustensiles de cuisine entre autres. Après cette phase, les discours ont pris le relais.

Sur le chemin de l'apprentissage

Dans la phase des discours, c'est Moustapha Ali Mboglen, le régisseur général du Fibe qui a ouvert le bal. En présence des administrateurs du musée, il a décliné la raison de cette visite. Il a de ce fait révélé que c'est le chef traditionnel de Bogso, Jean Félix Ntomp, par ailleurs Délégué général du Fibe, qui a initié qu'au cours de la 6ème édition 2019, il faudrait mettre sur place un musée du peuple Bassa à Bogso. Le Régisseur général a d'ailleurs précisé dans cette optique avoir déjà visité plusieurs musées en Afrique, à l'exemple du Nigéria, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Soudan. De toutes ces visites, le Musée international anthropologique et histoire du peuple de la forêt d'Afrique centrale semble plus proche des attentes et des aspirations du Musée qui va ouvrir à Bogso.

Il va pour résumer ce qui s'est passé, avouer *« Dans le Fibe, il n'y a rien sans les patriarches. Ils sont devant et derrière nous ! Le pouvoir temporel et spirituel ne sont pas dissociables. On ne peut jamais faire une activité culturelle ou cultuelle sans les patriarches. Ils sont venus dans l'optique de voir, de décider ce qu'on va mettre dans notre musée. Trois patriarches auront vu, ils auront compris ce qu'il faut dans le contenu du Musée. »* Il a aussi précisé que la coopération entre les musées s'est toujours fait dans le sens sud-nord. Il a aussi confié de ce fait tout son privilège, d'œuvrer dans le dynamisme des relations sud-sud. A la fin de son propos, il va déclarer à la fondatrice du musée que *« cet endroit est un haut d'inspiration »*. Les patriarches ainsi que cette dernière, vont à tour de rôle faire l'apologie de la conservation de la mémoire vive africaine, qui doit se faire dans les musées. Fibe 2019 nous livrera tous les secrets de la richesse du peuple Bassa, à Bogso et Eséka.

L.D.N.

Orange Comedy Club

L'acte 2 lancé

Du fou rire ce jour sur le podium de Canal Olympia. A l'exception de la Camerounaise Charlotte Ntamack, le bureau du «*Parlement du rire*» est dans la métropole économique. Ce vendredi, 15 février, Mamane, président de l'auguste parlement et ses deux vices présidents Gohou et Digbeu mettront à rude épreuve les côtés des spectateurs qui fera le déplacement de cette salle de cinéma dans le cadre de la 2ème édition d'Orange Comedy club dont le lancement a eu lieu hier. Ils auront à leur côtés la crème de l'humour camerounais, Moustik le karismatik et bien d'autres humoristes qui se sont illustrés lors de la première édition notamment le jeune Hector. Cette deuxième édition fait suite au succès qu'a connu la première édition qui a« *permis de détecter des talents que personne ne soupçonnait et dont nous donnons la possibilité de s'exprimer sur un autre plateau lors de cette deuxième édition à côté des humoristes qui font aujourd'hui la fierté de l'Afrique à travers le monde*», se réjouit Sekou Barry, directeur marketing et communication à Orange Cameroun. « *L'idée étant vraiment de permettre aux talents que nous détectons et dont le Cameroun regorge de s'exprimer aux côtés des humoristes internationaux pour leur donner la possibilité d'aller sur les plus grand plateaux*», poursuit-il.

Blanchard BIHEL

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page10

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

Le mardi 05 mars 2019 à 7 heures 30 minutes, par-devant le Tribunal de Grande Instance du Moungo à Nkongsamba statuant en matière civile et commerciale en la salle ordinaire de ses audiences sise au palais de justice de ladite ville.

A la requête de la **MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DU CAMEROUN** en abrégé **La MEC,** Etablissement de Microfinance de 1ère Catégorie au Capital de 700.000.000 FCFA, dont le siège social est à Yaoundé B.P.13105,Tél : 222.209.163 Boulevard Sultan Njoya inscrite au Registre des COOP-GIC en date du 13 Mars 1997 certificat d'inscription n° CE/CO/28/97/3716 , agissant poursuites et diligences de son représentant légal ;

Laquelle a pour conseil la **SCP NGASSAM, FANSI & MOUAFO**, Avocats à Douala, dont le cabinet est située au 2ème Etage Immeuble IBCG Face Collège de la Salle à Akwa Douala, B.P. 2159, Tél. 233 43 73 99 ;

En vertu de :

La Grosse de la convention de prêt avec affectation hypothécaire par la MUTUELLE D'EPARGNE ET CREDIT DU CAMEROUN en abrégé LA MEC au profit de la SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE FLAURAL en abrégé SCI FAURAL représentée par son gérant Mme Albertine NJUIKWA, du répertoire n°939 du 25 Août 2015 de Maître Pierre TCHOUMOU, Notaire près le Tribunal de 1ère Instance de Mbanga, sis face Agence SNEC, route nationale Douala – Nkongsamba, BP.18 Mbanga, Tél : 233.49.23.77, enregistré au Centre Régionale des impôts du Littoral II (Acte Civil) Volume 10, Folio 01,Numero 0939;

sera adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, l'immeuble ci-après :

DESIGNATION

Un immeuble rural non bâti d'une contenance superficielle de deux mille cent quarante-neuf (2 149) mètres carrés, situé à Dibombari, lieudit Bomono-ba-Mbengue, objet du titre foncier numéro 9 186 du département du Moungo appartenant à la SCI FAURAL dont le siège social est à Douala représentée par sa gérante Mme Albertine NJUIKWA.

MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions insérées dans le cahier charges déposé le 04 juin 2018 au greffe du Tribunal de Grande Instance du Moungo à Nkongsamba, les enchères seront reçues sur la mise à prix de 13.902.437 (treize millions neuf cent deux mille quatre cent trente-sept) FCFA. Elles ne pourront être inférieures à 500.000 (cinq cent mille) FCFA.

Signé **Me NGASSAM NJIKE Virgile** pour la SCP NGASSAM, FANSI & MOUAFO.

Pour tout renseignement, s'adresser à :

1. **SCP NGASSAM, FANSI & MOUAFO.**
2. **MaîtreTAKONGMO JONNANG Côme** Huissier de justice près la cour d'appel du Littoral et les Tribunaux de Mbanga (1ère charge), Etude sise à côte de la SNEC, bordure axe lourd BP : 109, Tél : 699.57.05.86

SALE ON REAL ESTATE SEIZURE

On **Tuesday, March 05, 2019 at 7:30 am**, before the High Court of Moungo in Nkongsamba ruling in civil and commercial matters in the ordinary room of its hearings located in the courthouse of that city.

At the request of, MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DU CAMEROON abbreviated as La **MEC** a Category 1 Microfinance Establishment with registered capital of FCFA 700,000,000, whose head office is in Yaoundé PO BOX 13105, Tel: 222.209.163 Boulevard Sultan Njoya, registered in the Register of COOP-GIC on March 13 1997 registration certificate N°CE/CO/28/97/3716, acting prosecutions and diligence of its legal representative;

Which is advised by **SCP NGASSAM, FANSI & MOUAFO**, Lawyers in Douala, whose office is located on the 2nd Floor Building IBCG opposite ``College de la Salle'' Akwa Douala, Po Box.: 2159, Tel. 233 43 73 99;

By virtue of:

The deed of the loan agreement with mortgage allocation, between the company MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DU CAMEROUN and SOCIETE CIVILE PROFESSIONELLE FAURAL, drawn up on August 25, 2015 at No. 939 in the repertory of Maître Pierre TCHOUMOU, Notary before the Court of First Instance of Mbanga, situated across SNEC branch, national road Douala – Nkongsamba , P.O BOX.18 Mbanga, Tel: 233.49.23.77, registered in the Regional Tax center littoral II(civil act) volume 10,Folio 01,Number 0939 .

It will be awarded to the highest bidder and last bidder, the real property below:

DESIGNATION

An unbuilt urban real property, with a surface area of two thousands one hundred and forty nine meters square (2 149m²), situated in Dibombari, precisely Bomono- ba- Mbengue, object of land title N° 9 186 of the Moungo department, belonging to SCI FAURAL with head office P.O BOX. 17483 in Douala represented by its manager Mrs. Albertine NJUIKWA .

PRICING

In addition to the charges, terms and conditions included in the specifications filed on June 04, 2018 at the registry of the High Court of Moungo in Nkongsamba, auctions will be received on the price of FCFA 13.902.437 notwithstanding charge, by FCFA 500,000 FCFA.

Done and drafted in Douala on May 04, 2018 by the counsel of the prosecuting party.

Signed **Me NGASSAM NJIKE Virgile** for the SCP NGASSAM, FANSI & MOUAFO.

For more information, contact:

. SCP NGASSAM, FANSI & MOUAFO

. Maître **TAKONGMO JONNANG Côme**, Bailiff at the Court of Appeal of the Littoral and Courts of Douala and Courts in Mbanga (1ère charge),office located next to SNEC axis to the highway P.O BOX: 109Tél: 699.57.05.86.

Par devant **le Tribunal de Grande Instance de la Mifi à Bafoussam**, à son audience commerciale du **05 Mars 2019** à **07 heures 30minutes** du matin, en vertu :

- De **la Grosse de la Convention d'Ouverture de Crédit avec Affectation Hypothécaire par MUPECI à TEDONGMOUO Patrice Bertrand, Répertoire N°3614 du 03 Septembre 2015, par devant Maître GUEGUANG, Notaire à Bafoussam.**

- Du **commandement** aux fins de saisie immobilière du **21 Avril 2017** du ministère de **Maître TCHANGO Augustin NOUBISSIE**, Huissier de Justice à Bafoussam ;
- Du **JugementN°64/COM**rendu le **07 Novembre 2017**, par le Tribunal de Grande Instance de la MIFI à Bafoussam ;
- De **l'Arrêt N°19/COM** rendu le 10 octobre 2018 par la Cour d'Appel de l'Ouest à Bafoussam ;
- Du **jugement N° 09/COM** rendu le 05 février 2019 par le Tribunal de Grande Instance de la Mifi à Bafoussam;

A la requête de la **Mutuelle Pour la Promotion de l'Epargne et du Crédit d'Investissement en abrégé « MUPECI »**, S.A, Etablissement de Micro Finance de Première Catégorie, dont le siège social est à Douala, représentée par Monsieur FOMEKONG Thaddée, son Directeur Général, ayant pour Conseil Maître TEKAM SILATCHOM Roger, Avocat au Barreau du Cameroun, avec résidence professionnelle à Bafoussam.

Il sera adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, l'immeuble ci-après désigné objet du **Titre Foncier N°9549** du Département de la Mifi, appartenant àTEDONGMOUO Patrice Bertrandet Dame NANKEU épse TEDONGMOUO Chanceline Aimée, tous deux commerçants domiciliés à Bafoussam ayant pour conseil Maître KADJE Victor, Avocat à Bafoussam, pour l'avoir acquis suivant demande de titre foncier en date du 19 Avril 2000 visée le 1er Novembre 2001 sous le N°25 820/V4 volume 7 folio 276.

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Un Immeuble ruralbâti sis à Bafoussam III au lieu dit « **KAMKOP** », d'une contenance superficielle de **deux cent cinquante quatre(254) mètres carrés**objet du titre foncier N°9549 du Département de la Mifi, appartenant à TEDONGMOUO Patrice, Commerçant, qui se confine :

Au Nord-estpar le domaine national occupé par Monsieur KEMBENG NGOUAN FONO Bertin,
AuSud-est, par le domaine occupé par Monsieur NODEM Elie,
Au Sud-ouest, par une rue non dénommée ;
Au Sud-est, par le domaine national occupé par Monsieur MANFOUO Jean.
Tel que cet immeuble existe, s'étend et se comporte avec tous ses droits, aisances et dépendances, sans aucune exception ni réserve, ensemble tous immeubles par destination, en particulier tout matériel pouvant avoir ce caractère, toutes constructions et installations actuellement existantes, alors même qu'elles seraient omises dans la désignation qui précède, et toutes améliorations nouvelles qui pourraient y être édifiées par la suite.

MISE A PRIX : **15 000 000(quinzemillions)Francs CFA ;**

ENCHERES : 500 000(cinq cent mille) Francs CFA ;

Pour tous renseignements, s'adresser à :
Etude Maître **TEKAM SILATCHOM Roger** ;
Greffe du Tribunal de Grande Instance de la MIFI à Bafoussam ;
Maître **TCHANGO Augustin NOUBISSIE,** Huissier de Justice près la Cour d'Appel de l'Ouest et les Tribunaux de Bafoussam, B.P. 677, Tél. : 699 08 14 71 ;

Fait et rédigé par MaîtreTEKAM SILATCHOM Roger, Avocat de la partie poursuivante.

A Bafoussam, le 12 Février 2019.

(é)

NOTICE OF AUCTION SALES OF REAL ESTATE

Before, **the High Court of Mifi, holding in Bafoussam, on Tuesday 5thday of March2019, at 7:30 am prompts**;
At the request and diligence of the public limited and mutual company for the promotion of savings and credit investments abbreviated **MUPECI**, with registered office at Douala, P.O. BOX: 2739, c domicilié à Bafoussam domicilié à Bafoussam reditor following suit, through **Mr. FOMEKONG Thaddée**, **Chief Executive**, Assisted by **Barrister TEKAM SILATCHOM Roger,** P.O. BOX: 1054 Bafoussam, phone number. : 233 44 56 68, Chambers under which the domicile is elected thereof.

There will be a sale of real estate property situated in Bafoussam, titled N°9549/Mifivol 44, folio 58, with a total surface area (Which is two hundred and fifty fourmeters (254sq m),property of Mr.TEDONGMOUO Patrice Bertrand, trader resident in Bafoussam, tohave acquired following the land title dated on the 19thApril 2000,referred1rstNovembre2001,under N°25 820/V4 volume 7 folio 276.
In addition to the charges, terms and conditions set forth in the specifications filed at the register of the High Court of the Mifi, bids are received in the auction at 500 000CFAF and the minimum offer price is 15 000 000CFAF.

Done in Bafoussam on the 12th day of February 2019,by Barrister TEKAM SILATCHOM Roger.
(é)

TSEP HOTEL "LE DUVET

Yaoundé - *Tél/Fax : (237)* ***22 20 12 93***

- Bar et restaurant.
- Chambres climatisées
- Télé - câblée.
- Parking sécurisé.
- Salle de conférence.

Pour Agrémenter votre séjour dans la capitale

Une seule adresse : TSEP HOTEL « LE DUVET »

Tél/Fax : (237) 222.20.12.93

Rue John Ngu Foncha – Yaoundé (Cameroun)

- Situé à Tsinga à côté de l'Eglise Christ Roi

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page11

La manufacture du tribalisme

Les avis émis dans ces pages n'engagent que leurs auteurs

PAR CHRISTIAN DJOKO*

Qu'est-ce que la manufacture du tribalisme ? C'est la construction et l'instrumentalisation politique de la tribu à des fins de conservation du pouvoir. Le champ politique camerounais actuel témoigne de cette manufacture. Une fois de plus, une fois de trop sans doute, le tribalisme est utilisé pour entre autres corrompre le débat public, masquer les problèmes sociaux et maintenir un statu quo politique.

Le travestissement du débat

Je ferai d'emblée remarquer que la tribalité comme sentiment dual d'appartenance à un groupe ethnique et à une nation n'a rien de mauvais soi. C'est lorsque que ce sentiment dérive en chauvinisme saupoudré de haine et d'exclusion de l'autre qu'il devient problématique. C'est ce qu'on appelle le tribalisme. Ce phénomène qu'on retrouve dans toutes les tribus à des degrés variables à ceci de pernicieux qu'il nous dépouille de notre innocence, notre candeur, notre bon cœur. Il jette d'emblée une suspicion empreinte de préjugés sur nos dires, nos actes, nos intentions. Il dépossède la communication, la relation et l'échange de leur sincérité, de leur insouciance, de leur instant présent pour immédiatement les médiatiser par un *a priori*. Pour le tribaliste, son interlocuteur n'existe pas en tant que singularité propre. Il est réifié et déterminé. Il est remplacé par un individu imaginaire, cet être-là qui concentre ses peurs, ses préjugés et parfois sa haine d'une communauté ou d'un groupe ethnique. L'autre problème avec le tribaliste c'est qu'il ne questionne jamais l'inanité de son acte, mais le justifie en signalant que « c'est l'autre qui a commencé ». Autrement dit, sa folie est la conséquence de la folie d'en face. « Mon ami, tu crois que tu es plus fou que qui? Je vais te montrer que le caillou c'est l'ami de tout le monde » entend-on souvent dire. Comme si le *« ndem »* de Patrice justifiait celui de Mathias. D'ailleurs, on fait face ici à la fameuse énigme insoluble concernant la préséance entre l'œuf et la poule. Bref, pour le tribaliste tout n'est que fonction de la tribu. Il est incapable, soit par mauvaise foi soit par incapacité réelle, de s'affranchir d'une vision antagoniste ou belliqueuse des tribus. Et dans un décor déjà fortement délétère, les mots tels que « tontinards » et « sardinards » n'aident vraiment pas à apaiser les discussions.

Lorsqu'une argumentation est rabattue sur de telles considérations antéposées, le débat s'en trouve immédiatement biaisé, tronqué. Tel un traquenard, la discussion vire court pour laisser place à une succession de procès d'intention, à une involution du débat, à une prise en otage anticipée et insidieuse de la discussion. On s'écoute plus, on refuse d'entendre l'autre. Tout au plus on veut d'abord connaître sa situation géographique, son groupe ethnique, l'origine du nom (qui parle? d'où parle-t-il? etc.) avant de se prononcer. Une fois qu'il a été identifié, on soupçonne son discours d'être systématiquement lesté de considérations ethniques. « Il dit ça parce qu'il est Bami, il dit ça parce qu'il est Wadjo, il dit ça parce qu'il Anglo, il dit ça parce qu'il est Bulu ». Au fond, cette situation n'a rien de surprenant. On sait depuis longtemps dans *nos divers du Nkwatt* que lorsque certaines personnes sont incapables de démontrer l'invalidité de vos arguments ou de vos idées, elles s'attaquent à votre personne. En ces temps de crise post-électorale, il est d'ailleurs aisé de remarquer que ce qui est souvent visé par les différents interlocuteurs, ce n'est pas tant la sincérité des positions que la disqualification *a priori* des arguments de ceux et celles qui voient en tel ou tel politicien celui qui incarne le mieux leurs aspirations sociales et non celui qui porte le mieux leurs revendications ethniques.

Dès lors, on comprend mieux pourquoi de nombreux camerounais ont de plus en plus recours à des pseudonymes sur les réseaux sociaux. Ils semblent lassés de devoir continuellement se défendre, non de ce qu'ils ont comme positions politiques, mais de ce qu'ils sont (origine ethnique) du fait de la loterie naturelle (naître Matakam, Éton, Bamoun, Dschang, Bassa, etc.). Vous l'avez sans doute compris, au-delà de son vécu tristement social dans un pays composé de près de 250 ethnies, cette indécrottable obsession pour la tribu revêt aussi une dimension politique.

Stratégie politique

L'éruption et le maintien de la question tribale au centre du débat public participe, l'ai-je dit à l'entame de mon propos, d'une stratégie politique de conservation du pouvoir. Le régime en place a vite compris qu'il fallait éviter que la conversation nationale ne se structure autour des questions de (mal)gouvernance (corruption, crise anglophone, chômage, injustices sociales, insécurité, insalubrité publique, etc.). Il a surtout compris qu'il avait un intérêt certain à remplacer la convergence nationale (désir d'alternance) par une convergence de type native, émotive et tribale (solidarité ethnique). Fort de ce constat, il a rapidement mis en veilleuse ses promesses de campagne pour alimenter un débat politique sur le tribalisme. Assez paradoxalement, il agite conjointement le spectre de la guerre civile et le chantage de la paix tout en soufflant parallèlement sur les braises du cœur battant (émotions et passions) des effervescences communautaires.

Il est loisible d'observer que le recours au discours tribaliste a pour objectif inavoué de présenter les choses de façon simpliste, réductrice, binaire et manichéenne. « C'est EUX contre NOUS ». Comme nous l'enseigne depuis longtemps la veulerie politicienne : « il faut diviser pour mieux régner ». Et puis, c'est bien connu, la peur est toujours mauvaise conseillère. Elle incite plus souvent au statu quo qu'au changement. Il est là le véritable hold-up politique. Il s'opère derrière l'actualisation d'une électricité sociale autour de la tribu. C'est d'ailleurs sous ce prisme qu'il faut analyser les récentes sorties de Jean De Dieu Momo. Elles feront des émules et iront en se multipliant. C'est le fou du roi tout désigné. Le larbin de service chargé d'instrumentaliser la question tribale à des fins personnelles (opportunisme) et politiciennes.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'une telle stratégie fait mouche. Sur les réseaux sociaux, à tout le moins, on observe une montée en puissance des enclosures ethniques. L'érection de la tribu en une sorte d'endogamie plus ou moins sublimée tient dorénavant lieu de débat. On pourrait poursuivre à loisir sur cette manipulation qui semble consommée, mais n'en rajoutons pas. La coupe est pleine. Retenons cependant que lorsqu'on refuse de parler de tribalisme, le tribaliste s'en trouve immanquablement désarçonné. Il perd son fonds de commerce, son moulin à vent. Il n'a plus d'arguments. Il est nu ne sachant plus quoi faire ni quoi dire. Et c'est tant mieux ainsi. Car, l'ambition dont on a aucun autre talent que le tribalisme ou l'appartenance ethnique est criminelle.

Halte à la manipulation

Somme toute, parlez du tribalismec'est faire le jeu du pouvoir. C'est souscrire par inadvertance à l'enfumage comme stratégie politique. C'est comme un magicien qui attire votre attention sur sa main gauche pour mieux réaliser son tour de passe-passe avec la main droite. Je ne dis pas que le tribalisme n'existe pas au Cameroun. Je dis simplement que la recrudescence des débatsautour de la tribu est une manufacture, un guet-apens politique savamment orchestré pour nous distraire de l'essentiel, pour nous amener à discuter de l'accessoire, du périphérique au détriment de l'essentiel : la (mal) gouvernance. En ce sens le Maurice Kamto a raison lorsqu'il affirme : « le tribalisme est l'arme qu'utilisent ceux qui n'ont pas d'arguments pour défendre le bilan de 36 ans de corruption et de détournements de fonds généralisés ». *Mbom, les pb du mboa dépassent les chamailleries inter-villages*. Nyango, je suis en train de dire que les plaies de l'immense majorité des camerounais(es) ne s'arrêtent pas aux démembrements territoriaux tracés par l'histoire ou par l'administration. À l'heure si sombre où nous sommes, le misérable s'appelle Elong, Agbor, Foumane, Belo, Amoua, Tchouaga, Ayissi. Il agonise sous tous les cieux et gémit dans toutes les langues du pays.

Résistons à la tentation de nous laisser emporter par la vanité des débats ethnocentriques.Prenons d'assaut l'espace public pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques, en l'occurrence Maurice Kamto et les militants du MRC…pour dénoncer la corruption qui ne cesse de gangréner notre pays…pour donner de la voix pour dire NON à la guerre dans le Nord-ouest et Sud-ouest. Bref, parlons du pays réel et non de la tribu accidentelle comme le font à dessein les politicards clownesques, les journalistes corrompus et les partisans du statu quo. Notre pays mérite mieux.

*Enseignant d'université au Canada

LM 5243:LM 3342 14/02/19 22:21 Page12

LIGUE EUROPÉENNE DES CHAMPIONS

André Onana et l'Ajax pris au piège des Madrilènes

Le Real Madrid, triple tenant du titre, est parvenu à battre sur sa pelouse, le club hollandais où évolue l'international gardien de but camerounais mercredi soir, en huitième de finale aller de la Ligue des champions.

L'enthousiasme et la jeunesse n'aura pas suffit à renverser la « maison blanche » ! André Onana et ses coéquipiers l'ont appris à leurs dépends. Après avoir longtemps résisté contre la redoutable machine qu'est le club espagnol, les locaux ont lâché du lest aux dernières minutes de ce palpitant Ajax Amsterdam-Real Madrid mercredi dernier sur la pelouse de la Johan Cruijff Arena. Pour cette affiche des huitièmes de finale aller de la Ligue des champions entre deux clubs prestigieux habitués aux joutes continentales, les deux entraîneurs alignaient quasiment leur meilleur onze. Côté Ajax, Erik Ten Hag optait pour un 4-3-3 avec les titularisations notamment de De Ligt et Frenkie de Jong.

Solari s'appuyait également sur un 4-3-3 et devait composer avec l'absence de Raphaël Varane grippé. Vinicius Junior était aligné aux côtés de Karim Benzema et Gareth Bale en pointe. Les premiers instants du match furent compliqués pour les Merengues qui se faisaient bouger par leur adversaire. Il fallait attendre la sixième minute pour entrevoir la première opportunité du Real Madrid. Sur une contre attaque menée par Modric, Bale se retrouvait décalé à l'entrée de la surface, mais la frappe enveloppée du Gallois n'inquiétait pas Onana.

Vagues néerlandaises

L'Ajax répliquait deux minutes plus tard avec Ziyech à la baguette qui alertait Mazraoui dont la frappe passait juste à côté des buts de Courtois (9e). Les hommes de Solari sortaient enfin la tête de l'eau sur un contre mené par Vinicius sur la gauche. L'ailier brésilien décochait une belle frappe détournée en corner par Onana (14e). L'Ajax manquait de peu l'ouverture du score. Sur un ballon perdu par Reguilon, le ballon revenait sur Tadic dont la volée touchait le poteau de Courtois (26e). Les vagues néerlandaises reprenaient de plus belle après la demi-heure de jeu. David Neres sur la gauche trouvait Van de Beek qui décalait Ziyech dont la frappe était repoussée par Courtois (36e). Le portier belge était sauvé par la VAR qui annulait l'ouverture du score signée Tagliafico (37e). Juste avant la pause, Schöne sur coup-franc obligeait Courtois à s'employer (45+2).

Benzema débloque la situation

Au retour des vestiaires, le Real Madrid revenait avec de meilleures intentions. Sur la droite, Modric d'une inspiration géniale décalait Carvajal, dont le centre arrivait sur Benzema. L'attaquant français au six mètres voyait sa tentative sauvée miraculeusement sur sa ligne par Onana (51e). Le match s'emballait et David Neres bien lancé par Van de Beek, butait sur Courtois (52e). Les Merengues ouvraient le score à l'heure de jeu. Bien lancé par Modric côté gauche, Vinicius débordait et repiquait au centre avant de servir Benzema. Le buteur tricolore ajustait Onana d'une frappe somptueuse dans la lucarne (0-1, 59e). L'Ajax tentait le tout pour le tout en fin de match. David Neres lançait dans la surface Dolberg dont la frappe s'envolait dans les travées de la Johan Cruijff Arena (74e). La formation néerlandaise finissait par recoller au score.

Sur une récupération de De Jong, David Neres sur la gauche débordait et centrait au point de penalty pour Ziyech qui du plat du pied ajustait Courtois (1-1, 75e). Les hommes de Santiago Solari essayaient d'accélérer le jeu en fin de match. A l'entrée de la surface, Asensio décochait une lourde frappe bien captée par Onana (81e). Mais le Real Madrid assénait le coup de grâce dans les derniers instants du match. Sur un ballon récupéré par Casemiro, le milieu brésilien décalait sur la droite Carvajal qui centrait pour Asensio qui devançait Onana pour le deuxième but (1-2, 87e). Dans les ultimes secondes, David Neres lançait Dolberg qui perdait son duel face à Courtois (90+3). Grâce à ce succès étriqué, le Real Madrid prenait une sérieuse option sur la qualification. Sur un plan personnel, André Onana n'a pas été médiocre. Bien au contraire ! L'ancien portier du Fc Barcelone a prouvé qu'il méritait sa place de titulaire au sein du club hollandais. Rendez-vous dans trois semaines à Santiago Bernabeu !

Synthèse de C.T.

ANAFOOT

Plus de 900 millions Fcfa pour atteindre les objectifs de 2019

C'était au cours de sa quatrième session ordinaire qui s'est tenue à Yaoundé le 13 février 2019 en présence des membres dudit conseil et du président, Issa Hayatou.

900 millions 903 mille 843 Fcfa, c'est le montant qui devra permettre à l'Académie national de football, d'atteindre les objectifs à lui assignés, pour l'année en cours. Ce montant a été adopté par le Conseil d'administration de l'Académie au cours de sa quatrième session ordinaire dont les travaux étaient essentiellement consacrés à l'examen et à l'adoption du budget recadré de l'exercice 2019. Dans son discours de circonstance, le président du Conseil d'administration de l'Anafoot, Issa Hayatou, a insisté sur le fait que l'urgence pour eux, est de permettre aux 50 premiers pensionnaires du centre de formation, présentés le 28 décembre 2018 au centre d'excellence de la Confédération africaine de football à Mbankomo, de rejoindre des locaux dédiés au centre de formation dès la rentrée scolaire prochaine, en septembre.

Car selon lui, la réalisation effective de ce projet donnera une nouvelle impulsion au travail de l'Anafoot. Ainsi, les documents liés au projet de performances 2019 qui ont été soumis pour appréciation aux membres du Conseil par le directeur général de l'Académie, Enow Ngachu, mettaient entre autres, en exergue la contribution attendue de l'Anafoot dans les stratégies développées par le gouvernement tout en présentant notamment les programmes, actions, objectifs et coûts de réalisation. Et ceux des documents portant sur le projet de budget de l'exercice 2019, étaient présentés en deux grandes parties essentielles à savoir : les recettes et les dépenses budgétaires. Et Enow Ngachu de dire *« ledit projet s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 900 millions 903 mille 843 Fcfa. Ce montant a subi une augmentation de 169 millions 153 mille 843 Fcfa soit 23,1% comparativement au budget de l'exercice 2018 »*. Après avoir scrupuleusement et rigoureusement analysés ces propositions faites par la direction générale, le Conseil d'administration a finalement adopté ce budget de même que le rapport des activités 2018.

Deuxième cuvée

D'où l'extra satisfaction du directeur général de l'Anafoot. *« Il faut savoir que le rapport des activités 2018, a été validé, le rapport des performances et puis le budget de 2019. On remercie les autorités qui, cette fois ci, ont vu la nécessité d'augmenter notre budget. Nous avons des lignes budgétaires à respecter, par exemple des charges et le fonctionnement. Nous allons nous battre avec ce budget pour atteindre les objectifs qui nous ont été assignés »*, a-t-il indiqué. S'agissant de l'aménagement des locaux de Mbankomo, il rassure que tout est déjà prêt et qu'un programme a déjà été arrêté bien qu'ils soient encore entrain de gérer les derniers dossiers administratifs. On reste cependant toujours dans l'attente de la liste de la deuxième cuvée de l'institution footballistique puisque d'après le directeur, les sélections régionales ont déjà été achevées.

Rostand TCHAMI

EN BREF

AMICAL

Les Blacks stars sollicitent le Cameroun

Pas encore qualifié pour la Coupe d'Afrique des nations 2019 qu'il n'organise plus, le Cameroun reçoit les Comores le 22 mars lors de la dernière journée décisive des éliminatoires. Dans la foulée, les Lions Indomptables pourront s'ils le souhaitent se frotter au Ghana, qui est lui déjà qualifié, en match amical quelques jours plus tard. D'après nos confrères du site *Camfoot.com*, la Fédération ghanéenne a sollicité son homologue camerounais en proposant un amical à Accra en échange de 25 000 dollars. Pour l'heure, la Fédération camerounaise n'a pas encore donné sa réponse.

MAROC

Cristiano Ronaldo va ouvrir son hôtel à Marrakech

Ce n'est pas un secret, en raison notamment de son amitié avec le boxeur Badr Hari, Cristiano Ronaldo apprécie beaucoup le Maroc. D'ailleurs, l'attaquant de la Juventus Turin est sur le point d'investir au Royaume. D'après la presse locale, le quintuple Ballon d'Or a fait construire à Marrakech un hôtel de la chaîne Pestana CR7, dont il détient 50% des parts. L'établissement sera implanté sur la "M Avenue" et il comptera 174 chambres, deux restaurants, un centre d'affaires et un spa. Son inauguration est prévue pour début 2020 et le prix d'une nuit s'élèvera à 200 euros. « *Nous sommes heureux de contribuer à la réalisation de ce projet. Marrakech est une destination prisée et réussit à attirer de plus en plus de touristes. Cette ville est l'environnement idéal pour accueillir une marque d'hôtel Lifestyle & Boutique* », a expliqué le directeur de développement du Pestana Hotel Group, Jose Roquette, au site *Les Eco.Ma*. Dans un premier temps, cet hôtel sera loué au Portugais pour une durée de 15 ans.

3E JOURNÉE LIGUE 1

Dragon de Yaoundé crache du feu

Alors que l'on avait enregistré, lors de la journée précédente, une panoplie de matchs nuls, les équipes de Ligue 1 ont inversé la tendance. Sept matchs sur huit ont connu des vainqueurs et un seul s'est soldé par un score de parité. Le plus gros score a été l'œuvre de Dragon de Yaoundé qui a inscrit, pour cette seule journée, cinq buts contre News Stars de Douala qui a pourtant représenté le Cameroun dans les compétitions africaines cette saison. En attendant que se joue le match entre le champion en titre et la mythique équipe du Tonnerre Kalara Club, un impressionnant nombre de 23 buts a été marqué mercredi dernier sur les terrains du triangle national.

Résultats 3e journée de Ligue 1

Dragon 5-1 New Stars
Avion 1-2 Apejes
UMS 2-0 Stade Renard
AS Fortuna 2-3 Feutcheu FC
Union 2-0 PWD
Unisport 0-0 Fovu
Astres 3-2 Eding Sport